DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 20

Prix : **100 fr.**

Janvier 1955

SOMMAIRE

NOTRE EUROPE

Défense de l'Occident paraît maintenant depuis deux ans. Au commencement, au temps de notre numéro 1, maintenant introuvable, *Défense de l'Occident* était une mince brochure de 32 pages, voisine du tract, qui coûtait le même prix que notre revue actuelle. Des lecteurs intrépides eurent le courage de s'abonner. Cette opération téméraire ne tourna pas à leur confusion. Quelques mois plus tard, *Défense de l'Occident,* non seulement continuait à paraître, résultat inespéré, mais comptait 48 pages et se trouvait dans les kiosques, dans quelques kiosques. Le nombre de nos abonnés augmentait. Un an plus tard, nous pouvions passer à 64 pages sans augmenter notre prix. Aujourd'hui, nous avons 80 pages, la présentation de la revue est plus soignée, la composition typographique en est bien meilleure, enfin, notre tirage, sensiblement augmenté, permettra à notre revue d'être accessible, nous l'espérons du moins, aux lecteurs qui s'y intéresseront.

Ces résultats ont été obtenus, nos nouveaux lecteurs doivent le savoir, par la fidélité de nos abonnés d'abord, qui ne se sont laissés décourager ni par les moyens modestes de notre entreprise, ni par la qualité souvent défectueuse de sa réalisation technique. Ils ont été obtenus aussi par le dévouement opiniâtre d'une poignée de garçons, Jacques Mayenne, Maurice Mestat, Pierre Fontaine, Pierre Hofstetter, Jean Lesieur, auxquels il faut joindre notre amie Mme Bouyssou et nos collaborateurs plus récents Georges Ollivier et Henry Villeneuve. Sur

eux ont parfois reposé toutes les charges, rédaction, administration, expédition, et si notre revue a pu vivre, sans argent, sans appui d'aucune sorte, c'est à leur énergie qu'elle le doit, ainsi qu'à l'appui de ceux qui ont bien voulu nous communiquer des listes d'adresses et nous conseiller dans notre prospection.

Nous espérons développer encore *Défense de l'Occident*, si l'expérience actuelle répond à nos vœux. En deux ans nous avons pu sélectionner nos sources d'information, obtenir dans certains secteurs une documentation de premier ordre et nous ferons de plus en plus de notre revue un instrument d'information internationale solide, donnant à nos lecteurs des analyses claires et complètes de la situation des pays étrangers sur lesquels l'opinion est trop souvent mal renseigné. En même temps, cette documentation servira à mettre en relief ce qu'il y a de réaliste et de raisonnable dans nos propres positions. En soulignant les fautes et les impuissances du régime, c'est à une politique constructive que nous invitons non seulement nos lecteurs et nos camarades, mais aussi ceux que le passé a séparés de nous et qui voient aujourd'hui avec effroi l'état de notre pays et son avenir.

Ce travail d'information de l'opinion ne serait pas complet s'il n'aboutissait pas à un effort de regroupement. Cet effort se développera peu à peu et nous essaierons d'en faire, comme de notre revue, quelque chose de viable et de solide. Tant que nous n'aurons pas les moyens nécessaires pour mettre en place et gérer convenablement une organisation, il nous paraît vain et puéril de faire des promesses spectaculaires. L'organisation de groupes de soutien pour diffuser nos idées et notre revue, le maintien de liens permanents avec l'étranger pour vérifier que nos idées correspondent bien, en effet, à une tendance européenne commune, voilà ce que nous pouvons faire dès maintenant. Les bases ainsi créées par un travail patient et continu pourront s'étendre très vite lorsque les circonstances seront favorables, et aboutir, parallèlement à notre effort d'information et de doctrine, à la création d'un courant d'opinion européen assez fort pour faire connaître ses intentions et les faire prendre en considération. Le temps travaille pour nous. La désintoxication de l'Europe se produit lentement, mais sûrement. Laissons se faire, sans donner des armes

à nos adversaires par une agitation inutile, ce retour au bon sens dont nous recueillerons nécessairement les fruits.

***

A chaque étape de l'extension de notre revue, nous avons repris à l'intention de nos nouveaux lecteurs, l'essentiel de nos idées. C'est une tâche qu'il n'est pas inutile de refaire périodiquement.

Nous croyons *indispensable* l'idée d'une communauté européenne. Nos nations ne sont plus à la taille du monde actuel. Elles ne peuvent jouer dans le monde nouveau qui s'est créé qu'un rôle de nations secondaires qui risque de devenir rapidement un rôle de nations satellites. Ni leur économie, ni leurs moyens militaires, ni leur population ne leur permet de traiter d'égal à égal avec les Etats champignons du XX[e] siècle. Elles n'ont plus d'avenir de grandeur. Leur indépendance même est menacée par leur faiblesse. Au contraire, la communauté des nations d'Europe, même si on réduit l'Europe à ce qu'elle est actuellement, se place par son potentiel économique, par sa population et par son potentiel militaire sur le même rang que l'U.R.S.S. et les U.S.A. On ne le sait pas assez, les chiffres de la production et de la population de l'Europe occidentale actuelle font d'elle une puissance supérieure en moyens à l'Union Soviétique. La communauté européenne pourrait donc devenir un partenaire à rang égal de l'U. R. S. S. et des Etats-Unis. Sa puissance assurerait notre indépendance. Appuyée sur les ressources de l'Afrique, elle a un avenir de grandeur qu'aucune de nos nations ne possède plus.

Mais il est indispensable également, pour que ces perspectives aient une signification, que cette communauté européenne soit *indépendante*. On comprend très bien que, pour des raisons politiques impérieuses, les pays d'Europe aient recherché l'appui des Etats-Unis pour les protéger contre les dangers de la politique soviétique. L'alliance américaine est nécessaire actuellement à l'Europe et sera nécessaire tant que l'Europe ne possèdera pas une force militaire propre. Mais cet appui des Etats-Unis ne doit pas être acheté à n'importe quel prix. Il est anormal et dangereux que les armées des pays européens ne soient que des subdivisions d'une armée atlantique placée sous commandement améri-

cain. Il n'est pas moins regrettable que la politique étrangère de l'Europe soit étroitement inspirée par les directives américaines et que la communauté européenne n'ait pas plus l'espérance d'avoir une diplomatie qui lui appartienne qu'une armée qui lui appartienne. Il est très regrettable également, pour d'autres raisons, que les pays d'Europe soient condamnés à se gouverner suivant des formes politiques qui sont satisfaisantes peut-être pour les Etats-Unis et l'Angleterre, mais qui conviennent beaucoup moins bien aux peuples européens et qui ont souvent conduit nos nations à la décadence et à l'impuissance.

Cette dépendance actuelle de l'Europe nous fait courir des risques graves. Nous pouvons être entraînés dans une guerre mondiale que nous n'aurons pas voulue et qui verrait la fin de notre civilisation et de nos patries. Les dispositifs militaires actuels ne nous donnent que des garanties illusoires de décision et l'état de guerre peut nous être imposé par les actes de guerre de l'un ou l'autre des belligérants. A mesure que des instruments diplomatiques comme les accords de Londres nous rattachent plus étroitement à une communauté atlantique au lieu de nous organiser en communauté européenne, nous partageons davantage les risques courus par les Etats-Unis.

A longue échéance, les perspectives ne sont pas meilleures. La tendance actuelle consiste à substituer partout la notion de communauté atlantique à celle de communauté européenne. Or, la communauté atlantique aura pour résultat de subordonner de plus en plus notre économie et notre politique à celles d'un hémisphère atlantique nécessairement dirigé par les Etats-Unis. Cette forme nouvelle d'organisation des nations occidentales nous rapproche dangereusement du rêve de gouvernement mondial entretenu par certains milieux capitalistes américains. Il est bien certain que ce gouvernement mondial, même limité à un seul hémisphère, nous amènerait à déposer peu à peu des prérogatives essentielles, non seulement de notre souveraineté, mais même de notre indépendance. Le leader de l'hémisphère atlantique, prenant en mains la responsabilité de couvrir les zones qu'il estime économiquement ou stratégiquement faibles, aura tendance à se substituer à nous dans la gestion de notre empire colonial. Il se substituera, dans

les mêmes conditions, aux marchés que nous tenons faiblement. Finalement, la situation de notre pays, qui peut être prépondérante au sein d'une communauté européenne, ne serait pas autre chose dans une communauté atlantique que celle de la Bolivie ou du Pérou dans un ensemble panaméricain.

Nous disons donc qu'il y a une contradiction, mal aperçue la plupart du temps, entre l'idée de la communauté européenne et l'idée de la communauté atlantique. Nous voulons une Europe forte, unie, indépendante, jouant le rôle d'une troisième force entre les deux grands blocs en présence. Cette Europe doit être armée pour pouvoir se défendre et ne pas être un climat d'inquiétude et de faiblesse. Elle doit être anticommuniste pour ne pas laisser la puissance soviétique s'établir par la ruse là où elle n'aura pas pu s'installer par la force. Elle doit avoir des gouvernements forts et stables pour que des crises politiques ne remettent pas en question une situation saine. Elle doit être d'esprit socialiste pour que les peuples d'Europe tout entiers soient associés à l'immense tâche de réorganisation et d'exploitation qui s'offre à nous et qu'ils en soient les bénéficiaires.

Les réserves de l'Afrique, la proximité du Moyen Orient peuvent mettre à la disposition de l'Europe une économie complète qui l'affranchira des pressions du capitalisme international. Seule, une telle économie indépendante, fondée sur le travail, détachée des étalons monétaires et des prix fixés par le grand capitalisme bancaire, peut créer les conditions d'un véritable socialisme. Dans leur état de sujétion actuel, nos petites nations ne peuvent pas réaliser le socialisme : leurs hommes politiques mentent quand ils en font miroiter l'image devant les travailleurs. Mais une Europe forte et résolue peut être assez riche et assez puissante pour établir un régime juste dans lequel le travail et l'intiative défendront en commun leur indépendance.

La mission que le nationalisme de nos pays a manquée, parce qu'ils étaient déjà trop faibles, en réalité, pour une politique de grandeur, nous devons la reprendre sur le plan européen. Ce sont les lois internes et la politique d'un *nationalisme européen* que nous avons à affirmer. Ce nationalisme européen doit se substituer, parce que, seul, il nous offre un avenir, aux formes

aujourd'hui périmées et stériles du nationalisme particulariste. Mais il doit aussi reconnaître quelles ont été les fautes du nationalisme d'autrefois et ne pas les renouveler.

La condition essentielle de cette Europe est l'oubli des haines du passé et la réconciliation complète et sans arrière-pensée de la France et de l'Allemagne. Si nous nous obstinons à vivre sur nos souvenirs, nos souvenirs nous étoufferont. La France doit souhaiter pour l'Allemagne des conditions justes et une égalité des droits véritables. Toute discrimination en raison du passé doit cesser entre les pays d'Europe, comme elle doit cesser entre les citoyens de chaque nation. Une amnistie totale et réparatrice doit être le prélude à toute communauté européenne véritable. Au milieu des dangers qui nous menacent tous aujourd'hui, on n'a le droit d'exclure aucune volonté. Une Allemagne forte et une France forte sont nécessaires pour faire une Europe forte. C'est l'Europe tout entière, c'est-à-dire finalement nous-mêmes, que la jalousie et la peur laisseront désarmée.

Que cette amitié des peuples, que cette volonté de construire, donnent une âme à cette Europe qu'on ligote entre les contrats et les conventions. C'est cet espoir de puissance, c'est cette vision d'un nouvel avenir qui peuvent donner des forces à nos peuples pour sortir du triste manège politique dans lequel nous tournons avec découragement. C'est cette pensée nouvelle qui peut faire apparaître des hommes nouveaux. C'est elle qui peut rendre à notre pays la santé et la confiance qui lui manquent pour accepter des responsabilités. Car l'Europe ne peut naître que si la France retrouve le sentiment de sa force, que si elle a un gouvernement ferme et une économie rationnelle, que si elle a de nouveau foi en son destin. La France est pareille à un malade qui tourne en rond dans un canton malsain. Il faut lui faire prendre l'air de la montagne. Qu'elle découvre un jour qu'il y a du soleil et des horizons qu'elle ne connaissait pas, et son sang redeviendra plus riche, son âme renaîtra. Dans l'œuvre de rénovation nationale que nous avons à accomplir, l'idée européenne a un rôle capital : elle est l'air frais qui nous fouettera le sang.

Maurice BARDÈCHE.

LA TUNISIE A L'ANGLETERRE ET LE MAROC AUX ETATS-UNIS

Nous sommes de ceux, pas tellement nombreux, qui pensent que la défense de l'Occident se joue actuellement en Proche et Moyen Orient, sur une ligne allant de Téhéran à Casablanca. Rappelons ce que nous écrivîmes ici et ailleurs : celui qui s'assurera cette ligne musulmane tiendra l'Europe occidentale à sa merci. D'abord, parce que, contrôlant Suez, il coupera l'Europe de ses relations commerciales directes avec l'Asie. Ensuite, il barrera la route au carburant d'Asie Mineure qui alimente l'Europe. Or, puisque depuis la deuxième guerre mondiale surtout, la France eut la « faiblesse » de laisser les étrangers maîtres de ses concessions pétrolifères nord-africaines, le baroud indigène devait forcément s'étendre au Maroc, à la Tunisie et à l'Algérie.

Le 26 octobre 1954, cinq jours avant l'insurrection kabylo-aurivienne, le gouvernement général de l'Algérie donna une conférence de presse qui permit aux journaux algériens de titrer : « L'Algérie n'a rien à redouter des infiltrations des fellagha ! » Nous disons bien : *cinq jours* avant la « Toussaint rouge ». Quatre ans de guerrillas tunisiennes, trois ans d'agitations marocaines n'avaient rien appris aux responsables de la perle de la couronne impériale française. Puisque tout le monde paraît prendre au sérieux la soumission des fellagha qui, se sachant battus, trouvent le moyen inespéré de s'en tirer à si bon compte, nous connaissons désormais le sort qui attend l'Afrique du Nord française.

En 1953, nous décrivîmes par le menu (dans un ou-

vrage « Alger-Tunis-Rabat ») les événements qui allaient se dérouler en Afrique du Nord et leurs causes profondes. En août dernier, sur renseignements particuliers, dans l'hebdomadaire « France Réelle », nous annonçâmes sous un gros titre « Bientôt le tour de l'Algérie ». Si, mieux renseigné que les responsables français, le sovieto-communisme algérien ne s'était pas aperçu qu'en donnant son coup de main aux fellagha anglo-américains il marchait contre ses intérêts, l'Algérie flambait sur tous les points à la fois. Or, l'influence communiste n'est pas assez profonde en Afrique du Nord pour ne pas discerner qu'une France en mauvaise posture ne pouvait que favoriser *une emprise directe* des Américains et des Anglais, puisqu'à la conférence de Lisbonne la France abandonna une partie de sa souveraineté (militaire) nord-africaine au pofit de l'Etat-Major Atlantique. Comme le souligna en son temps un journal américain : « La permanence des troubles nord-africains pourrait amener les Alliés à envisager des mesures nécessaires à la sécurité d'une zone jugée stratégique. » Ne sourions donc pas en affirmant dans cette revue, connue pour ses sentiments, mais ayant le souci de l'honnêteté et de la vérité, qu'en novembre dernier, l'Algérie fut sauvée par le non-déclenchement du système sovieto-communiste refusant de faire corps avec le putsch pro-anglo-américain.

Pour les lecteurs qui croiraient à une idée fixe quelconque dans ce domaine de l'action anglo-américaine contre l'Afrique du Nord française, affirmons que certains Français sont au courant de ces manœuvres. Peu osent s'exprimer publiquement. Seul « Paris-Match » — et encore plus d'un mois après l'insurrection — nota laconiquement : « *...les infiltrations en provenance de la Tripolitaine sont, en effet, pratiquement incessantes. Elles semblent profiter d'une tolérance tacite de la part des services anglo-américains. Il y a même en Libye des camps d'entraînement de fellagha. De ce dernier pays partent des avions légers, monomoteurs qui atterrissent clandestinement en Tunisie, déposant et embarquant de mystérieux personnages...* » Nous avions écrit bien avant que ces camps d'entraînement se situaient à Naleuf et à Zuera, que, par l'intermédiaire du Caire, on avait commandé 152.000 mausers et 1.000 mitrailleuses M. G. H 2 et H 3 destinés aux fellagha. En spécifiant bien : surtout pas de M. G. modifié H 9 afin de continuer à faire croire que les « nationalistes » nord-africains n'utilisaient que les armes abandonnées par l'armée Rommel.

Les 140.000 km2 de concessions pétrolifères dans le Sud-Tunisien accordées aux Anglais et aux Américains permirent la venue de « personnel technique ». Avant-guerre, en Orient, nous eûmes l'occasion de constater les les multiples aptitudes de ces « techniciens ». En Syrie en particulier.

La France est gênante en Afrique du Nord riche en matières premières et stratégique au possible. Il faut l'en éliminer par les truchements qui réussissent si bien en Syrie, en Indochine et aux Indes : les minorités nationalistes « carburant » avec l'argent étranger. A couteaux tirés en Egypte, Londres et Washington se mirent d'accord pour tenter d'avaler le gros morceau nord-africain français. Convoitises communes : pétroles et minerais nord-africains-sahariens ; but particulier anglais : grenier de blé à proximité de l'Angleterre et compensation des pertes indo-égyptiennes ; but particulier américain : emprise occulte pour continuer à exporter les marchandises américaines (genre Cuba, Porto Rico, Libéria, etc...). Hantise commune anglo-américaine : si les gouvernants fançais épousaient une tendance moscovite, l'Afrique du Nord serait une grave brèche dans le plan stratégique du Pentagone.

***

Après la guerre, lorsque les affaires anglo-américaines commencèrent à se gâter, que Londres et Washington divergèrent, le Foreign Office se rapprocha du Kremlin. En contrepartie, la diplomatie et les services secrets américains cherchèrent à susciter le maximum d'ennuis à la Grande-Bretagne (Iran, Chine, Syrie, Irak) et particulièrement en Egypte, clé stratégique méditerranéenne avec Suez (action de MM. Acheson et Byroade). Il est relativement facile de faire naître le mécontentement dans ces pays corrompus et vénaux, ça n'est qu'une question d'argent. Ce fut d'abord l'éviction de Farouk, devenu paravent britannique. Naguib — peut-être le seul honnête homme de la « révolution » voyait une « Egypte seule » pas plus sous la sujétion anglaise, qu'américaine ou soviétique. Quand il eut liquidé le plus

gros morceau — l'occupation anglaise — on le liquida à son tour au profit d'un homme, bien dans la main de l'ex-ambassadeur amércain M. Caffery, le colonel Nasser dévoré d'ambitions diverses. Les finances égyptiennes furent sauvées à la fois par l'ancien roi d'Arabie Ibn Saoud et par les financiers américains, car la plus sombre gabegie règne en Egypte depuis que les superviseurs britanniques abandonnèrent la partie. Disons-le nettement, avec Nasser, rien ne se fait en Egypte sans la bénédiction américaine.

Immédiatement l'Egypte prit les positions dictées par la stratégie américaine. La Ligue Arabe, après s'être montrée favorable au communisme, le répudia. Le Caire raidit sa position vis-à-vis d'Israël coupable de rapprochement avec l'U.R.S.S. et dédaigna ses « offres de paix durable ». Ayant échoué avec l'Istiqlal au Maroc, en 1950, les U.S.A. reprirent la même opération d'Egypte, avec la Ligue Arabe, donc, cette fois, éloignés des S. R. français.

Il serait injuste de ne pas mentionner les « Frères Musulmans » d'Hassan el Hodeibi sur lesquels retomba la responsabilité des « attentats »... destinés à accroître la popularité du colonel Nasser. Tout d'abord, le gouvernement égyptien avait songé à joindre le général Naguib au « complot » pour le mieux discréditer. Mais la manœuvre s'avéra tellement grossière (et capable de soulever le Soudan) que la Junte militaire dut y renoncer. Les « Frères Musulmans » ne sont que des ultra-nationalistes religieux. Ils étaient d'accord avec un Naguib pour une Egypte musulmane sans aucune allégeance. Ils ne pouvaient plus l'être avec un Nasser. Le complot fut-il vraiment perpétré par eux ? Nous n'en savons rien. Mais nous savons que, comme tous les groupements minoritaires qui veulent triompher, les « Frères Musulmans » ne regardaient pas à accepter des appuis momentanés leur permettant d'arriver à leurs fins, c'est-à-dire au triomphe de leur foi. Or, même au Caire, personne n'est d'accord ; les uns prétendent que les Soviets se trouvaient derrière eux, les autres assurent qu'ils étaient manœuvrés par les agents anglais contre Nasser, homme de confiance n° 1 des Américains. Notons simplement que l'on n'osa pas fusiller Hassan el Hodeibi, condamné à mort et croyant réputé, en relations très intimes avec les chefs musulmans pakistanais.

Une des qualités de la Grande-Bretagne est de ne pas ressasser ses regrets, mais d'essayer de compenser ses pertes. Prévoyant la perte de l'Egypte, grâce aux scandaleuses élections de Tripolitaine (rapport Jacques Bardoux, de la commission des Affaires Etrangères), elle se constitua un royaume occulte en Libye (ex-colonie italienne) avec un roi fabriqué par elle. La Libye subit des influences américaines d'autre part. De la constitution de ce nouveau royaume datent les premiers troubles de la Tunisie mitoyenne (1950).

Dès lors, tout va s'enchaîner, se compléter, d'Egypte et de Libye pour tenter de recommencer en Afrique du Nord l'histoire d'Indochine.

Les fellagha comptaient que toute l'anti-France nord-africaine se soulèverait à l'éclosion de la première insurrection. Petite erreur d'évaluation. Leur façade ne masque pas ceux qui tiraient les ficelles et la faction (laissons la propagande obligatoire de côté) communo-soviétique ne bougea pas.

***

Cette opération manquée permet de mieux mesurer la réelle gravité de la menace pesant sur l'Afrique du Nord française. La « reddition fellagha » c'est les entretiens de Ho Chi Minh à Fontainebleau, c'est-à-dire le temps de grouper de nouvelles forces et de mieux s'armer. Les problèmes indigènes n'existent plus, ils sont dépassés par des considérations internationales. Il y a des moyens de répondre à ces manœuvres. Rien ne serait perdu si des hommes compétents s'occupaient enfin de ces questions.

Puisque l'on s'obstine à ne considérer que le point de vue tantôt de la concierge et tantôt celui du businessman, nous dirons que les indigènes musulmans nord-africains en sont à leur 1785, que Londres a fait son choix de la Tunisie et Washington du Maroc, l'Algérie allant au plus entreprenant, par l'intermédiaire de gouvernements indigènes « indépendants ». Le jeu soviétique ou prosoviétique viendra par où l'on ne l'attend pas, c'est-à-dire par l'Ethiopie où, sous la pression de mystérieux messagers, les abandons de la religion copte pour le retour au mahométanisme deviennent de plus en plus nombreux.

Pierre Fontaine.

BLOC OCCIDENTAL ET BLOC SOVIÉTIQUE

Une longue série de nouvelles erronées en provenance de l'Est, les succès mondiaux de la politique du Kremlin, avant et après 1945, ainsi que les difficultés de recevoir des nouvelles de l'autre côté du rideau de fer, ont donné à l'Union Soviétique, aux yeux de beaucoup d'hommes, l'aspect presque mythique d'un pays aux possibilités illimitées et à la puissance toujours grandissante.

Quels que soient les motifs qui inspirent aux hommes d'Etat soviétiques le désir de favoriser de telles imaginations, nous ne pouvons pas renoncer à nous préoccuper des possibilités effectives des Soviets et du rapport de forces réel qui existe entre l'Est et l'Ouest. Cette préoccupation a été rendue nécessaire, précisément parce que la guerre froide a donné un rôle important à ces comparaisons entre les forces respectives de l'Est et de l'Ouest.

Dans la mesure où les chiffres de production des produits industriels les plus importants pour l'année 1953 peuvent être connus, soit par des publications officielles, soit par des estimations certaines, soit par de simples conjectures personnelles, le présent rapport est consacré à l'inventaire comparatif des différentes productions-clefs au point de vue stratégique à l'Est et à l'Ouest (charbon, courant électrique, pétrole, acier, cuivre, aluminium), inventaire qui permet seul d'établir une comparaison entre les forces de l'Est et celles de l'Ouest.

L'intérêt de ce travail repose entièrement sur cette constatation que le potentiel de guerre du bloc de l'Est, pour la conduite d'une guerre mondiale d'une certaine durée, dépend non seulement de ses moyens actuels d'armement atomique et classique, des réserves humaines dont il peut disposer pour

son action économique et militaire et de la solidité intérieure du régime, mais surtout, en première ligne, de l'ordre de grandeur de son potentiel industriel.

La production mondiale du charbon.

La base la plus importante du potentiel économique de l'Est est sa richesse en ressources charbonnières et le niveau de sa production charbonnière. En gros, on peut dire que c'est parce qu'elle dispose d'une quantité suffisante de charbon que l'Union Sociétique se trouve être une grande puissance mondiale moderne au point de vue économique, politique et militaire.

Dans les 25 dernières années, l'Union Soviétique, dans le cadre des différents plans quinquennaux qui commencèrent en 1928, a réussi à décupler sa production et, par la suite, à atteindre le niveau d'une puissance mondiale. Les résultats actuels doivent, du reste, pour les années qui vont venir, être augmentés encore de 50 % : le plan pour 1960 prévoit 500.000.000 de tonnes de charbon. Avec ce chiffre, l'Union Soviétique se trouverait à la tête des puissances productrices de charbon et sa production représenterait le 1/4 de la production mondiale, à supposer que dans le reste du monde, le volume actuel de la production charbonnière demeurât inchangé. Cette dernière hypothèse est possible, étant donné qu'aux Etats-Unis, la part du charbon comme élément producteur d'énergie est tombée dans les 50 dernières années de 88 % à 33 % par rapport aux autres sources d'énergie, si bien que, dans les sept années qui viennent de s'écouler, plus de 200 exploitations charbonnières nord-américaines ont dû fermer, non pas par suite de la conjoncture comme en Europe Occidentale, mais par suite de l'évolution structurelle de l'économie.

Une amélioration essentielle de la production charbonnière soviétique lui a été fournie par l'intégration de l'Europe centrale et orientale à l'espace économique soviétique. Malgré les difficultés de toutes sortes, grâce aux ressources des mines de houille de Haute Silésie, grâce aux mines de houille et lignite de Tchécoslovaquie et grâce aux mines de lignite de Saxe. la production des Etats d'Europe orientale a atteint dans les années passées plus des 2/3 de la production soviétique.

Par contre, pour l'instant, la contribution de la Chine à la production du charbon n'entre pas en ligne de compte. Suivant les prévisions du prochain plan quinquennal chinois, elle doit dépasser vingt millions de tonnes par an, mais, pour l'instant.

sa capacité de production en charbon n'est pas supérieure à celle des mines polonaises.

Les progrès de la production du charbon dans l'Union soviétique ont été rendus possibles par l'exploitation de bassins très divers et très dispersés. A côté de la grosse production du vieux bassin de Donetz qui aujourd'hui représente environ 40 % du charbon soviétique, entre en ligne de compte aujourd'hui l'extension de la production dans le territoire de Petschora et surtout en Asie Soviétique, où, dans les cinq premières années d'après-guerre, plus de 100 nouvelles mines ont été ouvertes. Ce développement s'est produit malgré de très grosses difficultés dues au climat (par exemple dans le Workuta) ou aux transports (par exemple dans le Karagonda).

En résumé, la comparaison entre les richesses charbonnières de l'Est et de l'Ouest donne les résultats suivants (en millions de tonnes) :

Union Soviétique : 272 ; Pologne + territoires allemands annexés : 91 ; Tchécoslovaquie : 30 ; Hongrie : 7 ; zone soviétique allemande : 65 ; autres pays de l'Europe orientale : 5 ; Chine : 38. *Total pour le bloc de l'Est : 508.*

Europe occidentale (houille et lignite) : 505 ; Etats-Unis : 437 ; Canada : 12 ; Asie (non soviétique) : 96 ; Afrique : 30 ; Amérique du Sud et Centrale : 26 ; divers : 5. *Bloc occidental, total : 1.130.*

La production mondiale d'énergie électrique.

D'une situation particulièrement favorable dans le domaine de la production charbonnière, on n'a pas le droit de conclure automatiquement, en dépit des apparences, à une situation analogue dans le domaine de l'énergie.

Quoique l'Union Soviétique, indépendamment de sa production charbonnière, dispose théoriquement d'un très riche potentiel en houille blanche, dont les réserves en particulier sont très largement supérieures à celles des Etats-Unis, et quoique l'électrification du pays ait été une des grandes réalisations de Lénine, les Soviets, s'ils peuvent dépasser de loin la production en courant de chacun des pays européen (l'Angleterre produisait, en en 1952, 62 milliards de Kw., l'Allemagne occidentale 56 milliards), ne peuvent ni atteindre la production de l'ensemble de l'Europe occidentale considérée comme un tout, ni encore moins rivaliser avec le développement de l'énergie aux Etats-Unis.

Dans les quinze dernières années, les Etats-Unis ont surpris le monde entier par le développement de leur production d'énergie. Celle-ci est passée aux Etats-Unis, entre 1938 et 1953, de 142 milliards de Kw. à 516 milliards, accusant une augmentation de 263 %, tandis que, pendant le même temps, la production en U. R. S. S. passait de 39 à 132 milliards de Kw., représentant une augmentation de 239 %.

Bien que les Soviets s'efforcent d'augmenter constamment leur production d'énergie électrique, et, en particulier, de mieux utiliser leurs gigantesques ressources hydrauliques, qui, en 1942, ne fournissaient encore que 12 % du courant électrique en U. R. S. S. (tandis que l'énergie hydraulique fournissait 40 % du courant aux Etats-Unis), toutefois, son développement actuel, comme les chiffres du plan pour 1955 le montrent, ne permet pas aux Soviets d'espérer rivaliser avec la production nord-américaine. Cette rivalité ne deviendrait possible qu'après la réalisation des énormes plans qui prévoient la mobilisation des ressources hydrauliques de toute l'Asie Soviétique (plans Dawidow). Mais, de leur côté, les Etats-Unis prévoient également que, dans les 25 prochaines années, leur production de courant électrique aura doublé.

Pour 1953, la production de courant électrique s'inscrit ainsi :

Union Soviétique : 132 milliards de Kw. ; Europe orientale : 74 ; Chine : chiffre inconnu. *Total pour le bloc oriental : 206 milliards de Kw.*

Europe occidentale : 284 milliards de Kw. ; U. S. A. et Canada : 580 ; Amérique Centrale et Amérique du Sud : 15 ; Asie y compris l'Inde et le Japon : 51 ; Afrique du Sud : 13 ; Australie : 19. *Total pour le bloc occidental : 962 milliards de Kw.*

Le bloc oriental représente donc environ 1/6e de la production mondiale du courant électrique. En dépit du fait bien connu que, dans les pays occidentaux et surtout aux Etats-Unis, un pourcentage incomparablement plus élevée du courant électrique est consacré à la consommation privée et par suite soustrait à la production industrielle, la comparaison de ces deux chiffres souligne une infériorité économique essentielle du bloc soviétique, car, actuellement, l'Occident dispose pour des buts industriels de ressources de puissance extrêmement élevées. La différence de grandeur entre ces chiffres ressort de cette simple remarque que, par exemple, les Soviets, l'année dernière, auraient dû utiliser la moitié de leur production électrique totale, simplement pour produire la quantité d'aluminium

et de caoutchouc synthétique que les Etats-Unis ont produite cette même année.

La production mondiale du pétrole.

Quoique la Russie dispose d'une expérience déjà très longue dans la production du pétrole et qu'elle ait été autrefois la plus grande puissance productrice de pétrole du monde, actuellement, dans le domaine pétrolier, le handicap des Soviets à l'égard de l'Occident est encore plus grave que dans le domaine de la production du courant électrique. Cette constatation est d'autant plus importante que l'Union Soviétique se trouve en présence d'une demande toujours plus grande en pétrole, provenant de l'extension du trafic aérien, de la modernisation de l'économie agricole, de l'utilisation croissante du mazout dans la navigation, et que, d'autre part, le pétrole, en raison du fait qu'il est un carburant liquide et relativement peu encombrant ne peut être remplacé facilement par d'autres formes d'énergie.

La production pétrolière est mal représentée en Asie soviétique. A l'exception des puits de pétroles de l'île Sakhaline, du territoire de l'Emba et de quelques autres rares puits d'Asie Centrale, les Soviets ne peuvent guère compter pour leur production pétrolière que sur le Caucase et sur le territoire situé entre l'Oural et la Volga, qu'ils appellent le second Bakou.

Cette situation est d'autant plus défavorable que parmi les autres Etats du bloc oriental, seule la Roumanie peut aider la Russie à produire du pétrole. La production roumaine, de même que la production autrichienne, sert surtout à la constitution de stocks et à l'exportation. En Chine, la production du pétrole, en dépit de stocks importants, n'est nullement en rapport avec les besoins de la politique d'industrialisation. La seule exploitation pétrolière qui vaille la peine d'être mentionnée en Chine est celle du Sinkiang qui est confiée actuellement à une société russo-chinoise. On considère que sa production représente actuellement environ un million de tonnes par an. Nous ne l'avons pas fait figurer dans le tableau qui suit, non plus que la production de pétrole synthétique en provenance de la zone soviétique allemande. La capacité de production synthétique atteignait en 1953 les chiffres suivants : essence d'aviation : 185.000 tonnes ; essence spéciale pour fusées et avions à réaction : 120.000 ; carburant ordinaire : 590.000 ; carburant Diesel : 660.000 ; soit au total : 1.555.000 tonnes. Mais, ni cette production synthétique, ni la contribution du bassin du Sinkiang ne peuvent corriger la situation défavorable des Soviets dans ce domaine par rapport aux puissances occidentales et cette inégalité ne fait que s'accentuer par suite des progrès de l'exploitation dans toutes les parties du monde occidental.

La production pétrolière mondiale en 1953 atteint les chiffres suivants exprimés en milliers de tonnes :

Union Soviétique : 52.500 ; Roumanie : 9.100 ; Autriche : 3.000 ; Hongrie : 500 ; Pologne : 250 ; Albanie : 200 ; Tchécoslovaquie : 120 ; Chine : 160. *Total pour le bloc oriental* : 65.830.

Etats-Unis : 317.000 ; Canada : 11.300 ; Venezuela : 92.000 (donnant avec les autres Etats de l'Amérique Latine un total de : 118.340) ; Koweit : 43.000 ; Arabie Séoudite : 41.000 ; Irak : 28.200 (donnant au total avec les autres pays du Moyen-Orient : 121.600) ; Indonésie et pays d'Extrême-Orient : 16.200 ; Allemagne occidentale : 2.200 ; Hollande : 800 ; France, Maroc et Algérie : 555 ; Yougoslavie : 160 ; autres pays de l'Europe occidentale : 145 (donnant au total pour l'Europe occidentale : 3.860). *Total pour l'ensemble du bloc occidental* : 588.355.

D'après ces chiffres, empruntés aux services de presse des compagnies pétrolières, la production en pétrole du bloc oriental représente 11 % de la production mondiale.

On doit toutefois souligner expressément que les besoins de la consommation dans les pays orientaux ne sont absolument pas comparables à ceux de la consommation dans les pays occidentaux, en tout cas dans le cadre d'une économie de paix. Par exemple tandis qu'aux Etats-Unis la production du pétrole est consacrée pour plus de 80 % à couvrir les besoins de la circulation privée, dans les territoires soviétiques les chiffres de la circulation privée n'entrent pratiquement pas en ligne de compte dans les statistiques. C'est la raison pour laquelle le bloc oriental réussit pour l'instant à couvrir ses besoins en pétrole sur sa propre production.

La production mondiale de l'acier.

Avec les sources d'énergie (énergie atomique, charbon, courant électrique, pétrole), le niveau de la consommation d'acier est le facteur capital de la force matérielle d'une puissance mondiale ou militaire. Si l'Union Soviétique a l'intention de poursuivre ses plans dans toute leur étendue, elle doit nécessairement consacrer ses principaux efforts à la construction d'une industrie sidérurgique de puissante capacité.

En fait, l'Union Soviétique a toujours consacré, en effet, une grande partie de son activité à la production sidérurgique qu'elle considère comme le noyau de son industrie lourde, et, partie par des constructions entièrement nouvelles, partie en modernisant des installations anciennes, elle était déjà devenue, quelques années après le commencement de son industrialisation, la détentrice d'un sixième de la production mondiale d'acier.

Il est particulièrement intéressant de constater que le Kremlin, quoique, dans les quinze dernières années, il ait travaillé de toute son énergie à la construction d'une région industrielle nouvelle et qu'il ait créé spécialement de grands Concerns dans l'Oural et en Sibérie, n'a guère pu augmenter le pourcentage atteint avant la guerre par rapport à la production mondiale. La cause de cette situation doit être cherchée, comme précédemment, dans le développement de l'industrie nord-américaine. Les énormes efforts de l'Union Soviétique pour augmenter leur puissance industrielle se sont déroulés à l'ombre de l'extraordinaire développement industriel qui, parallèlement, se produisait aux Etats-Unis. Par exemple, la production de fer brut passe aux Etats-Unis entre 1938 et 1953 de 19 millions de tonnes à 69 millions de tonnes, représentant une augmentation de 260 %. Pendant le même temps, dans l'Union Soviétique, cette production passe de 14 millions de tonnes à 29 millions de tonnes, augmentation de 100 %. De même, dans l'augmentation de la production d'acier brut entre 1938 et 1953, les Etats-Unis passent de 28,8 millions de tonnes à 102 millions de tonnes, augmentant leur production de 250 %. Pendant le même temps, l'Union Soviétique passait de 18 millions à 38 millions de tonnes, augmentant sa production de 110 %.

Cette comparaison est en elle-même extrêmement instructive et, lorsqu'il s'agit de la production-clef de l'acier, elle est peut-être la manière la plus objective et la plus sûre de constater la différence de situation qui sépare encore aujourd'hui les deux grands blocs.

Naturellement, nous ne pouvons pas considérer isolément ces deux puissances, aussi longtemps que le monde sera divisé en deux camps opposés et que le Kremlin disposera, tout comme le Pentagone, d'une clientèle étendue.

Quelle est la production d'acier de ce côté-ci et de l'autre du rideau de fer, voilà ce qui permet d'avoir une idée exacte des forces matérielles sur lesquelles l'Est et l'Ouest fondent leur puissance mondiale, même à l'époque atomique.

La production mondiale d'acier en 1953 et les prévisions pour 1960 sont, en milliers de tonnes :

	1953	*1960*
Union Soviétique	38	60
Pays de l'Europe orientale	12,4	17
Chine	1,9	9
Total pour le bloc de l'Est	52,3	86
Allemagne occidentale	15,4	21
France + Sarre	12,7	21
Belgique et Luxembourg	7,2	9,1
Italie	3,5	4
Hollande	0,9	0,9
Total pour les pays du Plan Schumann	39,7	56
Angleterre	17,9	21
Suède	1,7	2,1
Espagne	0,9	2
Autriche	1,3	1,3
Yougoslavie	0,5	0,8
Reste de l'Europe occidentale	0,8	1,4
Total pour l'Europe occidentale	62,7	84,6
Etats-Unis	102	117
Autres pays du bloc occidental	18	25,7
Total pour le bloc occidental	182,7	227,3

De ce tableau, il ressort que la production totale d'acier du bloc occidental en 1953 représente plus de 3 fois la production du bloc oriental et qu'en 1960, elle représentera encore vraisemblablement plus de 2 fois 1/2 cette production, ce qui exprime en termes particulièrement claire les possibilités économiques de chacun des deux camps.

Les chiffres de production de chacun des pays montrent clairement quel rôle décisif le potentiel de la production d'acier de l'Europe occidentale, de même que sa production de charbon, représentent aujourd'hui. Si cette Europe occidentale travaille pour le bloc occidental, l'infériorité du bloc oriental est considérable comme les chiffres précédents le montrent clairement. Au contraire, si cette capacité de production était utilisée par le bloc oriental, on aboutirait à une sorte d'égalité entre la production d'acier du bloc de l'Est et celle du bloc de l'Ouest (les chiffres totaux seraient dans ce cas de 116 millions de tonnes contre 120 millions), parité qui se transformerait en

supériorité du camp soviétique en 1960 dans la production de l'acier (171 millions de tonnes contre 143 millions de tonnes).

Pour terminer cette comparaison, il reste à étudier les chiffres de la production du cuivre et de l'aluminium, puis à étudier la signification exact des chiffres présentés, en tenant compte des conditions politiques et économiques des deux blocs. C'est à cet examen que sera consacré la suite de cette étude.

D'après Walter HILDEBRANDT (*Geopolitik*)

(*A suivre*).

APRÈS LA DEFAITE DE MAC CARTHY

Donc Mac Carthy vient d'être condamné par le Sénat. La F. M. et l'ordre juif des *B'Nai B'rith* ont eu enfin satisfaction. Après une campagne mondiale pour le triomphe de laquelle la presse a été mobilisée par un comité (doté de fonds considérables) et trois commissions ont été successivement réunies sans même que la création de l'un ait attendu la fin des travaux de l'autre, tant les conjurés craignaient de ne pas arriver à un résultat décisif, le Sénat a fini par voter la motion passionnément attendue.

Quand on examine de sang-froid le compte rendu des débats on ne peut pas ne pas être frappé par l'ampleur des moyens mis en œuvre pour essayer d'abattre Mac Carthy et la fragilité des griefs de ses adversaires.

Trente et quelques chefs d'accusations avaient été proposés ; deux seulement avaient été retenus. Mac Carthy aurait refusé de coopérer avec une commission sénatoriale qui avait mission de juger des questions « qui concernaient sa conduite comme sénateur et affectaient l'honneur du Sénat ». Il aurait insulté les membres de cette commission alors qu'ils s'efforçaient de remplir les devoirs de leur charge. En second lieu, il se serait exprimé d'une façon injurieuse à l'égard du général Zwicker parce qu'il refusait de critiquer ses supérieurs et respectait des directives officielles, « tendant de la sorte à détruire la confiance qui doit être maintenue entre les branches législative et exécutive de notre système de gouvernement ».

Du premier grief il ne fut guère question pendant les débats. Le second fut remplacé par un troisième bien qu'il eût fait l'objet d'un long et très édifiant examen.

On se souvient que c'est pendant la discussion du cas Peress que Mac Carthy eut un mot assez dur pour le général Zwicker. Il n'est pas inutile de revenir sur ce point, car, à force de refaire le procès du sénateur du Wisconsin, les enquêteurs finissent par détruire involontairement la légende du Mac Carthy persécuteur et replacer son action dans son cadre véritable.

Nous savions déjà que Mac Carthy s'était élevé contre la nomination au grade de commandant du dentiste-capitaine Peress et sa mise à la retraite avec « décharge honorable » après la découverte de son appartenance au parti communiste, mais nous ignorions pourquoi Mac Carthy trouvait le cas si grave. Y avait-il un si grand danger pour l'armée américaine à ce qu'un de ses dentistes fréquentât une cellule communiste et bénéficiât de l'appui d'un ou deux généraux un peu naïfs ? La vérité est celle-ci : Peress avait nié son affiliation et refusé de répondre aux questions des sénateurs en vertu du « cinquième amendement » qui autorise les inculpés à ne pas s'accuser eux-mêmes. Muni de documents prouvant l'affiliation, Mac Carthy avait fait faire une enquête de police et une indicatrice, placée tout exprès dans le réseau de Peress, avait révélé qu'il sortait de l'école d'agitateurs d'Inwood Victory, était chef d'un groupe du parti à New-York, faisait du recrutement communiste dans l'armée et tenait des réunions de cellule chez lui. Or, il était attaché à un poste d'embarquement de matériel où les risques d'espionnage étaient grands. Son cas relevait du conseil de guerre qui ne pouvait pas le condamner à moins de cinq ans de prison pour parjure. Mais la « décharge honorable » le mettait hors d'atteinte de la justice militaire et lui évitait toute poursuite pour sa fausse déclaration. Il était donc tout naturel que Mac Carthy cherchât à savoir de quelles étranges complicités le personnage avait bénéficié, si haut placées qu'elles fussent. A sa question le géné-

ral Zwicker répondit qu'un ordre du ministre de la guerre lui interdisait de répondre sans une autorisation spéciale du sous-chef d'état-major.

Mac Carthy fut indigné, car cet ordre avait été donné tout exprès à la suite d'une campagne de la presse de gauche. Il créait un précédent grave : il tendait, en effet, à détruire les pouvoirs d'enquête que les commissions parlementaires tiennent de la loi, l'usage voulant que, puisque le ministère n'est pas responsable vis-à-vis du Congrès, celui-ci ait le droit de contrôler l'Exécutif, et en particulier l'emploi des fonds qu'il vote, en créant des commissions jouissant de prérogatives quasi-judiciaires fort étendues.

C'est alors que Mac Carthy prononça la phrase litigieuse qui a, d'ailleurs, été reproduite inexactement :

« ...Alors, général, vous devriez être privé de tout commandement. Tout homme qui a eu l'honneur d'être promu général et qui dit : je protègerai un autre général qui a protégé des communistes, n'est pas *fait* pour porter l'uniforme, général. »

Devant ses juges, Mac Carthy a justifié sa déclaration (que les journalistes français ont travestie en « vous êtes *indigne* de porter l'uniforme »). Il est inconcevable, a-t-il dit, de créer une terrifiante force militaire afin de défendre le pays contre le communisme, de dépenser pour cela des milliards de dollars et d'entendre un général proclamer qu'il est parfait de donner des « décharges honorables » aux communistes.

L'incident ne justifiait donc ni une campagne de presse de trois mois, ni la constitution successive de deux commissions d'enquête. Atterré à l'idée que la motion de censure allait creuser un fossé infranchissable entre les deux ailes du Parti républicain, le sénateur Jenner montra que Mac Carthy était victime d'un complot :

« Nous ne pouvons, dit-il, voter pour ou contre les chefs d'accusation, car l'acte lui-même est le produit d'une erreur. Le point le plus important du débat n'a pas été envisagé. Ce point, de la plus haute importance, est que le sénateur Mac Carthy luttait contre une conspiration. Déposer une motion de censure contre un sénateur en feignant d'ignorer la conspiration existant contre lui équivaut à dresser un

acte d'accusation pour meurtre contre un citoyen en feignant d'ignorer qu'une équipe de *nervis* a essayé, la nuit, de l'assassiner ainsi que sa femme et ses enfants... La Commission Watkins est bien près de demander au Sénat d'aider la conspiration à punir un personnage officiel qui l'a défiée. »

Bricker ajouta : elle commettrait un acte de « tyrannie législative ».

Sachant que, malgré la haute situation de Bricker et de Jenner, le Sénat serait peu sensible à ce langage, le vice-président Nixon, les sénateurs Knowland et Dirksen proposèrent un compromis de dernière heure : la commission voterait la censure des méthodes employées par Mac Carthy, mais reconnaîtrait qu'il avait eu raison d'alerter l'opinion publique sur le danger communiste. Mac Carthy refusa cette solution, car elle l'obligeait à s'excuser auprès du sénateur Hendrickson et de la Commission Watkins. Du premier il avait dit : : c'est un « miracle vivant, il n'a ni cervelle, ni estomac » ; et de la seconde : en votant la motion de censure, elle se fait « l'agent involontaire du Parti communiste ».

*
* *

Loin de paraître abattu, Mac Carthy exultait. Son attitude confirma politiciens et journalistes dans l'impression qu'au lieu de lui nuire, la condamnation servait sa carrière politique. Elle lui donnait l'auréole du martyre et allait peut-être lui permettre de fonder un troisième parti en utilisant le noyau des dix millions d'électeurs qui avaient pétitionné contre la censure. N'ajoutait-on pas que l'attitude d'intransigeance avait été arrêtée à la suite d'une conversation entre Mme Mac Carthy et l'amiral Crommelin, président des pétitionnaires ? Les intéressés s'empressèrent de démentir tous ces bruits, mais il n'empêche qu'ils inquiètent les familiers du capitole et qu'une délégation de journalistes est venue demander à M. Einsenhower ce qu'il en pensait.

Le président a répondu que la fondation d'un troisième parti serait très difficile. C'est exact : la division du parlement en deux partis est un trait caractéristique de la vie

politique en pays anglo-saxons. Une telle création supposerait des appuis dans la presse et des contributions financières d'une ampleur exceptionnelle. Pour le moment, le Parti républicain est divisé en deux fractions à peu près égales, mais, en cas de scission, il pourrait, suivant la fortune de l'équipe d'Eisenhower, rester coupé ou, poussé par une lame de fond, se rassembler autour du clan de Mac Carthy. L'éventualité d'un regroupement autour d'un Républicain de gauche est peu vraisemblable, du moins pour le moment, car l'idéologie de gauche, même chez les Démocrates, a perdu beaucoup de son pouvoir magique. L'échec des amis de Moscou en politique étrangère a été trop criant ; les coups de ses critiques ont porté. Les Démocrates ont gagné des sièges, mais ce sont les Démocrates de droite ; non ceux de gauche : l'échec de Yorty en Californie, Gillette en Iowa, Taylor et Carroll dans le Far-West, Lodge dans l'Est sont parmi les cas les plus typiques. Le *New Deal* n'a plus le même prestige et M. Eisenhower l'a lui-même si bien senti qu'après une véhémente polémique de plusieurs mois, il a laissé le consortium Dixon-Yates puiser les 95 % du capital dont il avait besoin pour une entreprise de travaux publics dans le fief de la *Tennessee Valley Authority* (un monopole d'Etat, de caractère communiste, fondé aux plus beaux temps de l'ère rooseveltienne) non dans les caisses du Trésor, mais dans celles de trois banques et de deux compagnies d'assurances new-yorkaises. Difficile, mais nette victoire de la « libre entreprise » sur les « nationalisations » !

Si les Démocrates ont bénéficié des abstentions de droite et des voix des indécis, il n'en reste pas moins que les amis de Mac Carthy ont fait preuve d'un dynamisme de bon augure. Dans l'Etat de New-York, cent mille Irlandais ont envoyé des cartes postales au candidat républicain Ives pour le presser de défendre le sénateur du Wisconsin. Devant son refus, deux cent mille électeurs se sont, malheureusement, abstenus, faisant ainsi le jeu d'Averell Harriman. Dans des régions aussi contestées que le New-Jersey, l'Ohio et Cincinnati, nombreux sont les électeurs qui ont cherché à agir utilement en sa faveur et c'est parce qu'il sent sur tout le territoire de l'Union des sympathies si vibrantes que

Mac Carthy n'a pas hésité à contre-attaquer Eisenhower après que celui-ci eût félicité le président de la commission de censure Watkins. Il l'a fait sur le terrain cher à ses électeurs, celui de la lutte anti-communiste.

Cependant deux autres sénateurs avaient fait d'importantes déclarations au sujet de la politique d'apaisement dans le Pacifique.

Désignant le « *petit cercle de gens habiles, mais dénués de scrupules, qui sévit au Département d'Etat* », Jenner avait dit :

« *Ce groupe travaillant en coopération avec des organisations de gauche en Grande-Bretagne, en France et ailleurs, domine la politique des Etats-Unis et s'assure qu'aucune des décisions prises par l'Amérique ne sera désagréable pour l'Union Soviétique.* »

Formule qui résume en quelques mots l'un des griefs les plus essentiels contre la politique des « internationalistes » de Washington !

De son côté, le sénateur Knowland a condamné en termes sévères le principe de la coexistence pacifique, même « compétitive », qu'Eisenhower et Foster Dulles veulent pratiquer dans le Pacifique. Il pense, comme Mac Carthy, que les treize aviateurs américains condamnés par les communistes chinois n'ont pas été défendus avec assez de vigueur et de rapidité. Bien loin de se prêter à des concessions sur les petites îles qui défendent l'accès de Formose et des Philippines ou sur le statut international de Tchang Kaï Chek, il estime que l'Amérique devrait passer par-dessus la tête des dirigeants soviétiques et prévenir leur peuple que la prochaine agression, où qu'elle se produise, sera immédiatement suivie de représailles atomiques. Moyen détourné de reposer devant l'opinion un problème qui hante les stratèges du Pentagone. Ceux-ci voient, en effet, approcher avec anxiété le moment où les progrès de l'industrie atomique des Soviets donneraient à ceux-ci l'égalité avec les Américains. A l'exception de Ridgway, ils ont tous demandé à se servir de cette arme lors de l'attaque de Quesmoy et c'est le veto d'Eisenhower qui les en a empêchés.

Emu par toutes ces critiques, ce dernier a déclaré :

« Nous devons nous assurer que nos efforts pour main-

tenir la paix ne seront pas interprétés comme de l'apaisement ou comme l'achat d'une faveur immédiate au détriment des principes ; d'un autre côté, nous devons rester fermes et refuser de nous laisser entraîner à des actes qui manqueraient de sagesse. »

Le président ajouta que la grande masse du public souhaitait d'être gouvernée par des « modérés progressistes ». C'est une tentative de justification de la politique bi-partisane à laquelle des journalistes influents le pressent de céder, mais c'est justement ce « progressisme » que l'aile droite de son parti condamne en termes qui peuvent un jour rallier contre lui la majorité de ses électeurs.

Au demeurant, il y a un sénateur qui n'a pas tellement lieu de se féliciter de son « progressisme ». C'est Ralph Flanders.

En provoquant la constitution de la troisième commission d'enquête, il a quelque peu bravé la popularité, car nombreux sont ses collègues, même ennemis de Mac Carthy, qui s'aperçoivent qu'en cédant à une campagne de presse, ils ont créé un dangereux précédent, susceptible d'atteindre n'importe lequel d'entre eux, et qu'ils se sont lâchement prêtés à un abandon des prérogatives du Législatif au profit de l'Exécutif. Aussi, au cours des débats, plusieurs d'entre eux ont-ils eu des mots assez durs pour lui, mais, une fois de plus, ils ont eu peur de la presse et leurs critiques ont été rayées du compte rendu sténographique au moment où il allait être porté chez l'imprimeur. Par contre, Jenner n'a n'a pas lâché prise. Il a questionné Flanders sur ses relations avec Owen Lattimore, White et l'*Institute of Pacific Relations*. S'il n'obtient pas de réponses satisfaisantes, il se propose de le convoquer devant la Commission de sécurité intérieure pour obtenir de lui un témoignage sous serment. Or, les témoignages de ce genre sont toujours dangereux pour les amis honteux des communistes, car ils peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires pour parjure.

En fait, Jenner devra agir vite, car toutes les présidences de commissions vont passer aux Démocrates à la session de janvier ; il va retomber dans l'opposition comme Mac Carthy. Il est vrai que tous les deux pensent qu'ils

auront la partie belle : il est toujours plus facile de critiquer que d'agir et l'action, fluctuante selon toute probabilité, de leurs adversaires prêtera à la critique.

* * *

Si les politiciens de gauche ont gagné une manche, la lutte n'est donc pas terminée. Il faudra même que les démocrates soient très prudents, car il y a un fait nouveau dont ils devront tenir compte, c'est le développement du nationalisme américain.

Pendant six ans, les hommes au pouvoir ont joué du patriotisme de la jeunesse pour faire une politique internationaliste. Si cette politique n'avait pas mis la vie du pays en danger, si elle n'avait pas causé une série d'humiliations sans précédent, l'escroquerie serait peut-être passée inaperçue, mais, outre l'abandon d'une partie de l'Europe aux Soviets, le fait que l'armée de Mac Arthur se soit battue pendant quatre ans dans le Pacifique sans faire de conquêtes, simplement pour obtenir la reddition du Japon, tandis qu'une promenade militaire de cinq jours a permis aux Russes de s'emparer de la Mandchourie avec des armes fournies par Roosevelt, d'étendre la tache rouge jusqu'à l'Himalaya et de faire disparaître les comptoirs américains de Chine, a révolté la conscience nationale. Et la coupe a débordé lorsque, sous l'influence conjuguée du clan d'Acheson, des Anglais et des représentants de l'O. N. U., Mac Arthur a été chassé de Corée au moment où il allait cueillir les fruits de sa victoire.

C'est alors que les livres de Chamberlin, John Flynn, Frederic Sanborn et George Morgenstern, les articles de *The Freeman, the American Mercury* et *Human Events* ont porté des coups décisifs à l'équipe de Truman et que l'opinion, intoxiquée par la grande presse et la radio, s'est réveillée.

Depuis 1950, le nationalisme américain se développe en attaquant les Anglais, les Juifs, les Nègres et l'O.N.U., tenus pour responsables des malheurs des Etats-Unis.

Aux Anglais les Américains reprochent l'insidieuse propagande et les savantes intrigues grâce auxquelles ils ont

été par deux fois entraînés dans des guerres mondiales, le cynisme avec lequel les maîtres de la Cité ont fait le commerce de matières stratégiques, en particulier à Hong Kong pendant la guerre de Corée, enfin leur action trouble dans l'affaire Mac Arthur. Un publiciste a été jusqu'à établir une étrange liste : celle des hauts fonctionnaires et hommes politiques américains diplômés de l'Université d'Oxford, baptisés pour la circonstance Rhodésiens, du nom du grand impérialiste Sir Cecil Rhodes. Les graves personnages qui figurent dans cet annuaire ne pensaient probablement pas qu'en allant, par snobisme sans doute, faire de hautes études en Angleterre, ils seraient un jour classés comme de redoutables agents d'une puissance ennemie, à l'instar des chefs sionistes et des animateurs des organisations soviétiques.

Les Nègres ne comptent guère dans la vie politique américaine, à l'exception de quelques syndicalistes gréviculteurs. Si Frankfurter n'avait pas intrigué à la Cour suprême pour faire bannir la ségrégation raciale dans les écoles, si de trop nombreux auteurs dramatiques, sans doute afin de plaire aux directeurs de théâtres et aux critiques littéraires, n'avaient pas campé tant de « bons » nègres sur la scène, tandis qu'Eisenhower ouvrait les casernes des régiments blancs aux noirs et menaçait les entrepreneurs de travaux publics d'annuler les commandes faites par l'Etat à ceux qui ne prendraient pas de nègres dans leur personnel ou ne seraient pas enclins à en faire des contremaîtres, les Américains ne se soucieraient pas plus des noirs qu'en 1910. La déségrégation scolaire a cause, en particulier dans le Sud, des réactions assez vives pour que le gouvernement fédéral n'insiste pas trop sur son application. Mais, dans les Etats du Nord où des actes de violence n'étaient pas à craindre, diverses mesures administratives ont contraint les récalcitrants blancs à l'obéissance. Seulement, elles ont produit le résultat escompté par ceux que n'aveuglait pas l'idéologie : le mélange des étudiants se produit dans des conditions telles que les noirs sont ulcérés ; aucune loi n'a plus fait pour la propagation du communisme. Il aurait fallu se souvenir que les Etats-Unis sont un pays essentiellement raciste. C'est un point sur lequel nous serons appelés à revenir plus longuement, mais qu'il nous faut dès maintenant

signaler. Beaucoup d'Américains souffrent du brassage de races auquel les migrations des années dernières les ont soumis. C'est ce qui a fait le succès de Bryant Bowles, fondateur de la *National Association for the Advancement of White People*. Pendant plusieurs semaines, il s'est promené de ville en ville pour protester contre la loi scolaire. Partout la police l'a arrêté, les magistrats l'ont poursuivi pour « conspiration en vue de la destruction du système scolaire », mais des centaines de partisans attendaient qu'il fût relâché sous caution et l'accueillaient triomphalement à sa sortie de prison.

Les Juifs se plaignent qu'il les ait mis en cause, car ils se sentent assez généralement visés, mais il faut avouer que, depuis une quinzaine d'années, ils ont fait tout ce qu'il fallait pour cela. Poussés par Frankfurter, ils sont entrés en trop grand nombre dans les offices du *New Deal* et au cabinet de Roosevelt ; Stripling et Mac Carthy en ont trop détecté dans les affaires d'espionnage, en particulier dans les affaires d'espionnage atomique. Ils ne les ont pas désignés comme tels, mais d'autres se sont chargés de le faire et ont écrit, à tort ou à raison, que l'*Anti-Defamation League* des *B'Nai B'rith*, bien loin de se contenter de défendre les accusés par la parole ou la plume, constituait des dossiers contre ses adversaires et se préparait à faire office de police supplétive en cas de trouble révolutionnaire. Robert Williams a consacré un chapitre de sa brochure *Know your Ennemy* à ce sujet ; le sénateur Jack Tenney y a fait allusion dans *Zionist Fifth Column* et *Zionist Network*. Joseph Ramps s'en est plaint au président Eisenhower et à Edgar Hoover, directeur de la police fédérale ; il a rendu ses lettres publiques.

Mais le livre, de beaucoup le plus intéressant, écrit sur la participation des Juifs à la vie politique des Etats-Unis, celui qui paraît le mieux refléter les tendances profondes du nationalisme américain est dû à la plume de John Beaty. Il s'appelle *The Iron Curtain Over America*. Son succès est considérable : il a déjà eu neuf éditions. C'est, d'ailleurs, l'ouvrage d'un homme qui a de grandes connaissances historiques et que ses fonctions au service des renseignements de l'armée ont mis à même de connaître presque tous les

documents importants relatifs à la dernière guerre et d'interroger presque tous les personnages, civils ou militaires, qui avaient été chargés d'une mission à l'étranger. Bien ancré dans la conviction que la vérité officielle ne correspond pas à la Vérité, il a tenu à souligner l'erreur en vertu de laquelle les Alliés ont été appelés à écraser les successeurs des chevaliers teutoniques qui avaient reconquis une partie de l'Europe centrale sur les envahisseurs slaves et dont la mission historique était de repousser les invasions de l'Orient. La tournure donnée à cette guerre, sa prolongation jusqu'aux plus dangereuses conséquences, il les attribue aux émigrés qui n'ont cessé d'affluer par millions outre-Atlantique entre 1933 et 1945. Aux premiers rangs de ces émigrés il classe les Khazars « judaïsés ».

Ici, nous nous permettons de différer avec John Beaty. Ce ne sont pas des convertis au judaïsme, mais des sémites qui renversèrent l'empire des Tzars (dominé par des hommes de race nordique venus d'Allemagne et des pays scandinaves, selon une affirmation plusieurs fois réitérée par John Beaty) et se fixèrent à partir de 1933 aux Etats-Unis où ils entrèrent souvent dans des conditions illégales par les frontières du Canada et du Mexique, de telle sorte que les services officiels se déclarent incapables d'en évaluer exactement le nombre. C'est eux qui, loin de s'adapter aux institutions américaines comme les autres immigrants, entrèrent en masse dans les organisations communistes et détournèrent, avec l'aide de Roosevelt, le Parti démocrate de sa voie jusque là plutôt conservatrice pour en faire l'animateur de la croisade des démocraties. Eux encore qui se font les agents d'espionnage, les panégyristes de l'armée rouge :

« *Sans l'armée rouge, en effet*, déclare Alexandre Bittelman dans « The Jewish People Face the Post War World », *il n'y aurait plus, aujourd'hui, de Juifs, ni en Europe, ni en Palestine, ni en Afrique et, aux Etats-Unis, la durée de notre existence se compterait en jours.* L'Union soviétique a sauvé le peuple juif. *Donc, que les masses juives d'Amérique n'oublient jamais notre dette envers le sauveur du peuple juif : l'Union soviétique.* »

John Beaty insère cette phrase à la page 34 d'un livre

où à la suite de John Flynn, de Mac Carthy et de tant d'autres, il met l'accent sur le péril mortel que l'U.R.S.S. fait courir aux Etats-Unis.

Enfin, un autre point inquiète les nationalistes américains : ce ne sont pas seulement des immigrants juifs, tchèques, polonais, italiens ou espagnols, plus ou moins rouges et plus ou moins assimilables, qui pèsent sur la politique des Etats-Unis, ce sont des étrangers jouissant du statut diplomatique qui, par leurs intrigues à l'O.N.U., contrecarrent la diplomatie américaine. L'action de l'O.N.U. à la fin de la guerre de Corée a été durement ressentie. Les médiations de l'Inde dans le Pacifique sont redoutées. Aussi, le sénateur Knowland s'est-il fait une popularité en déclarant que si la Chine communiste était admise à l'O.N.U., l'Amérique devrait quitter cette organisation.

L'idée que les immigrés de fraîche date pourraient leur imposer des lois ou une modification de leur constitution par l'intermédiaire de l'O.N.U. (le cas s'est déjà présenté après le vote de la nouvelle convention internationale des Droits de l'Homme) paraît insultante à beaucoup d'Américains.

Aussi, une des opérations les plus heureuses de Mac Carthy, une de celles où il a été le mieux suivi par l'opinion publique, a été son enquête sur les agents doubles de l'O.N.U. Si limitée qu'elle fût par le privilège de l'exterritorialité, cette action causa un affolement tel dans ce milieu où, de notoriété publique, les Soviets pêchaient en eau trouble qu'Abraham Feller, secrétaire général adjoint, se jeta par la fenêtre et que les deux animateurs de l'O.N.U. et de l'U.N.E.S.C.O., Trygve Lie et Torres Bordet, donnèrent leur démission.

Cependant, le sénateur Mac Carran avait fait passer une loi sur l'immigration inspirée par le racisme qui imprègne le nationalisme américain. Précisons, toutefois, qu'elle n'est révolutionnaire à aucun titre : si elle favorise les éléments nordiques (anglo-saxons, germains, scandinaves) au détriment des Slaves et des Latins, elle ne fait que revenir à la tradition la plus ancienne des Etats-Unis, à celle qui a donné à la population américaine son caractère. Malgré le veto du Président Truman, la loi a été votée par les deux tiers des

Congressistes persuadés que l'abandon de la prééminence anglo-saxonne avait été pour leur pays une cause de grave désordre. Il y a, malgré tout, un point sur lequel son application n'a pas été poursuivie : il exigeait des immigrants la déclaration de leur race et les Juifs étrangers étaient invités dans les consulats à marquer à la rubrique race le mot hébreu. Bien entendu, les intéressés ont fini par obtenir la suppression de cette formalité.

*
**

Cet incident, la décision judiciaire de déségrégation scolaire, la victoire de la presse sur Mac Carthy et la remise en place de fonctionnaires qu'il avait éliminés montrent assez éloquemment la puissance de l'adversaire. Si les Républicains de droite veulent réussir dans la fondation d'un nouveau parti, ils seront appelés à voir grand : ils ne se contenteront pas d'une scission ; celle-ci ferait le jeu du clan occulte qui manœuvre à l'ombre des deux grands partis traditionnels et utilise leurs éléments de gauche dans les combinaisons diverses de sa politique personnelle. Depuis une bonne vingtaine d'années, les dés sont pipés et les électeurs s'en rendent si bien compte que le nombre des abstentionnistes est de plus en plus élevé. Les amis de Mac Carthy devront, comme le souhaitent de nombreux républicains de droite, prendre contact avec les Démocrates conservateurs du Sud, provoquer l'éclatement du Parti démocrate et l'alignement des nationalistes en face des « internationalistes » des deux partis existant aujourd'hui. De cette façon-là, la situation sera claire : chacun saura où sont les siens. C'est l'éventualité que redoutent les politiciens et journalistes qui vivent de la confusion actuelle. Mais c'est justement le but à atteindre.

Le Parti républicain, s'il n'est pas conservateur, n'a plus de raison d'être. Il avait été fondé par Lincoln pour assurer le triomphe de l'antiesclavagisme ; il y a longtemps que ce but est atteint, il est temps de liquider les séquelles de la guerre de Sécession. Les divisions actuelles des Républicains les condamnent à l'impuissance.

Personne, bien entendu, ne pense aux Etats-Unis à fonder un parti, du type fasciste, conduit par des généraux à l'assaut des permanences de syndicats. Aucun général américain ne veut, d'ailleurs, jouer ce rôle. Magnifique orateur, peut-être le plus grand orateur de langue anglaise après Churchill, Mac Arthur a pris la parole au Congrès et dans les assemblées de plusieurs Etats. Il a averti ses compatriotes du péril qui les menace ; il recommencera. Mais il a montré, lors de l'élection d'Eisenhower, qu'il ne s'abaisserait pas à entrer dans des combinaisons politiciennes. De même, le général Van Fleet a écrit d'excellents articles, notamment un sur les petites guerres d'usure que les Soviets imposent aux U.S.A. et l'impossibilité où sont les généraux — par la faute des politiciens — de mettre une fois pour toutes un terme à l'agression (cf. *U. S. News and World Report*, 17 octobre 1950). Il en fera d'autres, mais n'ira pas plus loin.

Le nouveau parti ne pourra être qu'électoral, mais il répondra aux vœux du plus grand nombre des nationalistes s'il adopte le programme de la *League for Constitutional Democracy* qui défend la véritable tradition américaine : limitation des empiètements de l'Exécutif sur le Législatif et de ceux de l'Etat fédéral sur les prérogatives des Etats, la révolution s'étant faite aux Etats-Unis, depuis 1933, grâce à la quasi-dictature de la présidence.

Les gens informés assurent que le temps presse. La fortune est changeante. Il n'est pas dit qu'elle favorisera pendant de nombreuses années la propagande des idées de droite. Les dernières élections ont prouvé que l'organisation des groupes de gauche est puissante. Elle s'exercera avec plus d'efficacité encore si elle est renforcée par une pression syndicale. Or, l'*American Federation of Labour* et le *Committee of Industrial organisation* viennent de fusionner, ce qui laissera aux communistes toute licence d'agir.

Il est à craindre que seule la grandeur du péril ne donne aux esprits clairvoyants les moyens de procéder à une réorganisation qui bouleversera tant d'habitudes et d'intérêts personnels.

Georges Ollivier.

A PROPOS DE L'"HISTOIRE DE VICHY"

de Robert ARON

Deux gros livres ont paru récemment. L'un porte l'uniforme bleu de Plon ; l'autre, l'habit jonquille de Fayard. L'un, le tome I des « Mémoires de guerre » de de Gaulle, en dépit de ses couplets de majesté, n'est qu'un plaidoyer « pro domo » comme il nous en a déjà été tant offerts ; l'autre, l' « Histoire de Vichy » de Robert Aron, est « la première étude historique d'ensemble tentée sur une période... douloureuse et confuse » et se présente comme « hostile à tout sectarisme et soucieux d'impartialité ». Or il paraît que le premier, bien que lancé à grands frais, ne connaît qu'un médiocre succès tandis que le second, plus modestement introduit et tardivement édité, est en passe de rejoindre et dépasser ses ventes.

C'est un heureux signe. Les lecteurs de 1954 sont donc plus curieux d'un récit exact des événements que d'un écho de nos sanglantes discordes. Et j'imagine que les jeunes sont pour beaucoup dans cette inclinaison du fléau de la balance. Ils regardent vers l'avenir ; or, si le passé en est le substratum, c'est par ses résultats non par ses passions. Qui veut agir judicieusement doit partir d'un bilan exact et c'est par les disciplines historiques qu'on le dresse.

Avec l'audace du jeune Thiers.

L'entreprise de Robert Aron, n'est pas sans précédent.

En 1824, vingt-quatre ans après le terme de la Révolution, un jeune homme de vingt-sept ans commençait de présenter aux Français le tableau complet de cette période et, malgré l'ampleur de son œuvre (10 tomes), il l'achevait prestement en quatre années. Il fallait toute l'audace et l'ardeur de la jeunesse pour saisir à pleins bras une matière encore si brûlante. On ne marchandera pas, à Robert Aron, l'hommage que mérite une ambition analogue, dix ans seulement après la fin de la « guerre des deux France ».

Je n'arrêterai d'ailleurs pas là mon parallèle. En dépit de dissemblances évidentes, il y a, entre les deux œuvres, trop de parentés de buts, de méthodes, d'esprit, pour que l'aînée ne fournisse pas une pierre de touche permettant de juger des mérites, des insuffisances et du destin de la cadette.

Thiers, trop jeune pour avoir eu part aux déchirements révolutionnaires, mais assez vieux pour en connaître les acteurs subsistants, a donné une œuvre vivante et, bien qu'on découvre vite vers quel côté inclinent son cœur et sa raison, somme toute, méritoirement impartiale. Il s'est sagement abstenu de juger ; il n'excuse même pas ; il explique ; c'est ce que Chateaubriand appelait son « fatalisme » ; pour ma part, je lui en fais un mérite. Il est toujours clair, mais parfois en simplifiant quelque peu arbitrairement le complexe. Il s'appuie sur une documentation abondante, mais nécessairement incomplète et quelquefois hâtive. A cause de tout cela, son succès fut immense mais relativement peu durable, en tout cas beaucoup moins que celui du livre de sa maturité, l' « Histoire du Consulat et de l'Empire », écrit en quinze ans avec quarante ans de recul.

Si l' « Histoire de Vichy » s'arrêtait aux trois cinquièmes de ses pages, c'est-à-dire avec le retour de Laval au pouvoir en avril 1942, je ne balancerais pas un instant à décerner à l'auteur les louanges et les modestes restrictions méritées par le jeune Thiers. Bien que son âge lui ait valu la disgrâce d'avoir dû prendre parti, il a, par droiture naturelle et probité historique, surmonté la plupart de ses préventions. S'il a, lui aussi, parfois sacrifié les nuances à la clarté, il a, presque toujours, restitué les faits avec exactitude, éclairé leur enchaînement, présenté les hommes après un loyal

effort de compréhension. Bien sûr, on n'est pas toujours d'accord avec les mobiles et les réactions psychologiques qu'il leur prête, avec certaines appréciations inspirées par une doctrine personnaliste à laquelle il semble être resté fidèle, par une intelligence plus philosophique et parfois sentimentale que politique. Dire qu'au lendemain de l'armistice, « la majorité reste fidèle au Maréchal ; un petit nombre part rejoindre le général de Gaulle » est une inexactitude ; il eût fallu parler de quasi-unanimité et de nombre infime. La différence d'état d'esprit entre les zones nord et sud est bien indiquée, mais trop peu accusée, en particulier en ce qui concerne : Montoire, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, la naissance et le développement de l'anglophilie. Deux omissions sont très regrettables : celle du rôle joué en Indochine par le Gouverneur Général Catroux négociant avec le Japon avant tout ordre de Vichy et la désapprobation des premiers attentats communistes par de Gaulle ; l'Histoire est une trop grande dame pour ménager même un Grand Chancelier de la Légion d'honneur et pour se plier aux commodités d'un homme ou d'un parti. L'incompatibilité d'humeur (je dirais presque : de peau) entre le Maréchal et Laval dont l'importance égale presque celle des désaccords fonciers est certes mentionnée quoique, à mon sens, ses effets soient sous-estimés. Mais tout cela est, en somme, véniel. La discipline historique est une dure ascèse, quelque relaxation y est bien admissible de temps à autre et, au fond, il n'est pas désirable qu'elle dessèche l'historien au point de ne plus du tout le distinguer derrière son texte ; à condition qu'il se montre loyalement tel qu'il est, sa silhouette en transparence apporte souvent un élément d'appréciation.

Il pourrait y avoir une critique bien plus grave. La documentation de l'auteur, abondante, éclectique mais fatalement partielle, aurait pu l'être moins s'il n'avait renoncé « in extremis » au complément que lui offrait celle rassemblée par le Comte et la Comtesse René de Chambrun sous l'égide du Président Hoover. Oh ! Je ne crois pas qu'il ait obéi à la crainte mesquine de révélations gênantes ; il a donné trop de preuves d'honnêteté intellectuelle dans ses recherches personnelles. Sans doute, était-il pressé par le

temps, par des engagements pris. Il n'y a pas déloyauté ; il y a erreur de jugement ; son ouvrage en sera plus vulnérable et peut-être moins durable. Tant pis pour lui !

Et maintenant j'arrive à ces deux derniers cinquièmes sur lesquels j'ai réservé mon jugement. Nous sommes au printemps de 1942, le conflit des deux France devient plus cruel ; le sang coule ; on sent que l'historien perd de sa sérénité et par là même un peu de lucidité et d'équité. Je ne crois pas du tout qu'à cette époque, Laval ait conservé sa confiance de 1940 dans la victoire finale de l'Allemagne et il y en a des preuves. Le Maréchal et ses hommes avaient droit dans les pages précédentes qu'à leurs propos publics fussent confrontés leurs actes et les effets de ceux-ci ; pour Laval, il n'en est pas toujours ainsi et, en tout cas, les paroles sont mises en exergue alors que les résultats concrets sont souvent estompés. Les crimes du maquis et de la résistance sont reconnus et signalés, mais en bloc ; ceux de la répression, en détail. Maintenant qu'on connaît le nombre des morts de l'épuration, est-il possible à un historien d'enregistrer sans le mentionner la phrase de de Gaulle : « Messieurs, où est la guerre civile ? » On aurait aussi aimé voir confronter certains nombres globaux : ceux des victimes françaises ou allemandes du maquis et de la résistance ; ceux des victimes de la répression française, de l'allemande, des bombardements alliés. Et puis, il y a des mots malencontreux ; ce ne sont que des mots, bien sûr, mais tout de même. Le couplet sur Bassompierre n'a pas sa place sous la plume d'un historien. Pourquoi ceux d'un certain bord sont-ils assassinés et ceux de l'autre, abattus ou même exécutés ? Mon Littré dit qu'une exécution c'est le « fait d'accomplir ce qu'un acte ou un jugement prescrivent » ; pris dans le sens que vous lui donnez, Monsieur Robert Aron, c'est du jargon résistantialiste et qui jure affreusement avec le noble dessein annoncé dans votre avant-propos aussi bien qu'avec l'austérité historique de votre brève conclusion.

Salut à l'Histoire réconciliatrice !

Je crois que l'auteur de l' « Histoire de Vichy » a voulu très sincèrement travailler à l'apaisement et qu'il en indi-

que un des moyens les plus efficaces : la recherche historique.

On ne fera pas la réconciliation nationale avec des démonstrations sentimentales, des concessions de forme assorties de restrictions mentales, le hautain pardon des vainqueurs et le feint oubli des vaincus. On la fera par la compréhension mutuelle. Comprendre, ce n'est pas toujours excuser ou pardonner, mais c'est s'interdire la haine passionnelle et c'est déjà beaucoup. Or c'est le rôle de l'Histoire de comprendre le passé. Mais elle fait plus. Elle amortit et circonscrit les heurts dialectiques en les concrétisant et en leur fournissant des bases précises et solides. Comme l'action, parce qu'elle est son miroir et travaille de même sur des réalités, elle tend à fédérer plus qu'à diviser. Quelles que soient la noblesse et la grandeur du but, les conditions de l'action ne sont pas belles parce que de pauvres hommes y manœuvrent des faisceaux d'intérêts médiocres et contradictoires. La politique est la fille disgraciée d'une réalité toujours ingrate et d'un idéal toujours décevant. L'Histoire, en nous ramenant sans cesse devant le spectacle de l'imperfection des réussites humaines, est une grande maîtresse d'humilité et de tolérance.

Oui ! Mais égalité pour tous devant l'Histoire.

Plusieurs commentateurs, en parlant de l' « Histoire de Vichy », ont critiqué un certain « éclairage ». Terme vague, mais en somme assez juste pour rendre un sentiment d'ambiguïté qu'à la lecture j'ai parfois ressenti moi-même, sans d'ailleurs mettre en question la loyauté de l'auteur.

J'ai cherché la cause de cette impression ; je crois l'avoir trouvée.

La clef n'était pas bien loin ; elle était dans le court avant-propos où, par le truchement d'une anecdote, est défini l'esprit du livre. Le jour de l'Armistice, le Maréchal Pétain, président du Conseil de la IIIe République, assiste dans la cathédrale de Bordeaux à une cérémonie en souvenir des morts de la guerre. Suivi des présidents des deux assemblées et des membres du Gouvernement, il passe entre deux haies formées d'officiers aviateurs aux visages tendus. Edouard Herriot, dans ses Mémoires, dit avoir conservé

le souvenir de l'un d'eux qui crispait les poings en regardant le Maréchal. Paul Baudouin, ministre, a, au contraire, entendu des murmures et des invectives à hauteur des présidents du Sénat et de la Chambre. Noblement, Robert Aron suggère qu'après quatorze ans, on pourrait peut-être admettre que ces officiers avaient le visage tendu parce que la France était battue et envahie. J'adhère pleinement à ce souhait mais non sans un léger malaise. Pourquoi donc ? Mais parce que le témoignage de Baudouin est certainement exact alors que celui d'Herriot n'est qu'une fausse fenêtre, un fragment postfabriqué du légendaire de la résistance. J'en atteste tous les Français qui ont vécu ces temps ; le nombre de ceux qui se préoccupaient, le 25 juin, des dangers courus par la IIIe République était si réduit que c'eût été miracle qu'il s'en trouvât un parmi les aviateurs de Bordeaux d'autant que le lieutenant de réserve Mendès-France venait d'aborder à Casablanca.

Dès que la portée de cette anecdote me fut apparue, des souvenirs de ma lecture m'assaillirent.

L'auteur nous donne, des hommes de Vichy, des portraits poussés, faits de lumières et d'ombres. Il sonde leurs reins et leurs cœurs et y trouve ce mélange de petitesses et de grandeurs qu'il y a chez les meilleurs. Mais nous n'avons pas droit à voir fouiller de même les opposants. Paul Reynaud, Mandel sont des silhouettes schématiques ; de Gaulle glisse sur la pointe des pieds vers l'avion de Spears (il était pourtant bien tentant de chercher s'il n'y avait pas à sa décision quelques motifs personnels) ; une bonne peinture d'Herriot eut certainement éclairé son attitude dans l'abdication des Chambres et son rôle ambigu lors de sa libération provisoire. D'un côté, l'auteur se sert d'un crayon méticuleux et acéré qui ne néglige pas les rides ; de l'autre, d'un fusain expéditif et flatteur. D'un côté, on cherche à voir les hommes tels qu'ils ont été ; de l'autre, on se contente de nous les montrer dans la posture simplifiée et avantageuse que leur a prêtée une gloire d'actualité, cette gloire factice et révisible qui trouve la scène libre dans le temps que l'histoire est encore en gestation Qu'on ne s'étonne donc pas de ressentir parfois l'impression de disparate que donnerait un groupe dans lequel certains personnages

seraient traités par Rodin et d'autres par le fabricant attitré du Musée Grévin.

Je sais bien que Robert Aron pourra me répondre qu'écrivant l' « Histoire de Vichy », il était naturel de braquer son projecteur sur les hommes de Vichy. Mais je n'accuse pas ; je ne discute pas son honnêteté ; je constate un fait et ses conséquences.

D'ailleurs, on trouve, de place en place, la même dissonance quant aux faits. Que l'historien veuille bien tourner quelques instants son projecteur vers les environs de Laon entre le 17 et le 20 juin 1940 ! J'ai assez bonne opinion de son caractère pour être assuré qu'il sera gêné d'avoir parlé de victoire à propos de ces combats. Dans le même ordre, pourquoi présente-t-il le débarquement du 15 août sur la côte méditerranéenne comme l'action d'une armée française comprenant des contingents américains alors qu'il s'agit de l'inverse ?

Il a nui à son œuvre et à ses buts en traitant, dans une même tranche de temps, certains hommes et un certain ordre de faits (les principaux, il est vrai) suivant la méthode historique et en acceptant, sans inventaire, pour les autres les « tabous » du résistantialisme. Or l'histoire ne saurait exercer à plein sa vertu pacificatrice que si elle est égale pour tous.

*
* *

L' « Histoire de Vichy » est un bon livre. Et, somme toute, en y réfléchissant bien, je crois que la plupart des critiques auxquelles elle prête flanc proviennent de ce que l'auteur a été victime d'un certain découpage de son sujet. L'histoire de la guerre des deux France en 1940-44, exigeait un diptyque ; il n'en a peint qu'un volet. Ce n'est pas l' « Histoire de Vichy » qu'il fallait faire c'était l' « Histoire de la France au temps de Vichy ». Mais le remède est simple. Que Robert Aron nous donne donc une « Histoire de Londres et d'Alger » traitée avec la même rigueur historique ! Il s'y livrera à une fort saine gymnastique intellectuelle et morale ; il y élargira son action d'apaisement et, du même coup, l'éclairage de son « Histoire de Vichy » s'en trouvera corrigé par un jeu de réverbération.

Jean PERRÉ.

Nouvelles européennes, Nouvelles politiques

LE DRAME DE L'IRLANDE

Le feu couve de nouveau en Irlande. Depuis l'attaque d'une caserne près d'Omagh par des révolutionnaires, dans l'un des six comtés du Nord toujours occupés par les Britanniques, une série d'incidents ont pris place sur la vieille terre des fées et des saints. Le plus notoire fut, le 19 novembre dernier, un raid de la police de Belfast sur l'Annaghmore Hibernian Hall, dans le comté d'Armagh (Irlande sous contrôle anglais), au cours duquel quatorze hommes appartenant à l'I.R.A. furent arrêtés et des armes saisies. L'I.R.A. en question est au cœur du drame. « I.R.A. », c'est-à-dire « Irish Republican Army », armée républicaine irlandaise : elle est clandestine, n'a rien à voir avec l'armée officielle de l'Eire, et, comme à l'époque héroïque de la guerre contre les Anglais, harcèle à nouveau l'occupant dans le Nord.

C'est contre l'I.R.A. que le gouvernement anglais de Belfast, dont Lord Brookeborough est la personnalité la plus en vue, a pris ces dernières mesures de précautions extraordinaires. Les dépôts militaires sont désormais sévèrement gardés. De même, la prison de Belfast, où se trouvent de nombreux condamnés politiques, la plupart hostiles à l'Angleterre, est surveillée plus que jamais. Des mesures de précautions semblables furent prises récemment dans les dépôts d'armes de Liverpool, de Cardiff, et dans les ports de l'Ecosse de l'Ouest (ce qui n'empêcha d'ailleurs pas des inconnus de s'emparer, le 10 décembre passé, de quantités de fusils d'une caserne de la

Home Guard, à Liverpool). A Belfast, lors du procès monstre des huit responsables de l'attaque meurtrière de la caserne d'Omagh (17 octobre), il fallut plus de cent policiers pour maintenir l'ordre. Les huit accusés étaient de jeunes hommes de vingt à trente ans, bons catholiques et ardents patriotes ; ils refusèrent de reconnaître la légitimité de la Cour qui les jugeait. L'un d'eux, Eamon Boyce (un laboureur de vingt-sept ans) écrivit dans son cachot une lettre particulièrement émouvante dont nous extrayons ce passage : « Mon plus cher désir est de voir cette grande terre (l'Irlande) devenir une nation unifiée. Ce jour-là n'est maintenant plus loin, Dieu merci. La plus attristante perspective est qu'il faudra verser du sang pour y parvenir. Mais je ne regrette pas ce que j'endure. » Avant ce procès, qui a remué toute la nation irlandaise, on a vu un député républicain « abstentioniste », William Kelly, représentant Mid-Tyrone au Parlement de Belfast, refuser de prêter serment d'allégeance à « une reine étrangère » (Elisabeth) et déclarer en pleine séance d'ouverture de la Chambre : « Citoyens et soldats de la République irlandaise devraient continuer la lutte entreprise par leurs grands-pères jusqu'au rejet à la mer du dernier Anglais. Pour ma part, je me refuse à reconnaître la légitimité de cette assemblée. » Traîné devant les tribunaux, William Kelly fut condamné à plusieurs années de prison pour « sédition ». Après neuf mois d'emprisonnement, il fut grâcié et accueilli en triomphe chez ses électeurs de Mid-Tyrone.

Les incidents ne s'arrêtèrent pas là. A Dublin, la statue de bronze de la reine Victoria, qui dominait la cour intérieure du Parlement, a été jetée à la vieille ferraille. Depuis un certain temps, on menace de démolir la statue de Nelson (« l'adultère manchot », disent les Irlandais) qui se dresse dans O' Connel street. Enfin, on n'a pas oublié les graves troubles qui accompagnèrent la visite d'Elizabeth à Belfast, au lendemain de son couronnement ; une bombe à retardement explosa sur la ligne Dublin-Belfast, des équipes de déminage durent promener leurs détecteurs électriques dans les places et parcs publics avant son arrivée, et le drapeau national de l'Eire flottait ici et là ! On pourrait citer bien d'autres faits. Sommes-nous donc, se demandent certains observateurs, à la veille d'une nouvelle guerre sanglante, pour l'unité de l'Irlande cette fois ? Va-t-on revoir les atroces combats de rues de 1922, les Pâques rouges, l'impitoyable répression des « Black and Tans » ? La nouvelle I.R.A., sur laquelle plane un certain mystère, est-elle décidée à la lutte ouverte pour unifier l'île, en dépit des troupes anglaises dans le Nord et des réticences du gouvernement dans le Sud ? Ou

tout cela n'est-il que grossièrement exagéré pour faire du tort à l'Eire, aux Irlandais et à leur volonté sincère d'unité ?

*
**

Nous allons brièvement essayé d'y répondre. Depuis que, en 1921, les Irlandais conquirent leur indépendance à la suite d'une lutte meurtrière, ils durent accepter un partage arbitraire de l'île qui leur fut imposé par Lloyd George. A l'époque, il n'y avait pas d'autre solution que de se soumettre et fermer les yeux sur cette injustice. A moins d'envisager la menace d'une nouvelle guerre. Cette nouvelle guerre éclata en 1922-1923, pour supprimer cette division, mais elle ne parvint pas à l'effacer. Depuis, l'iniquité subsiste. Elle est renforcée par une véritable frontière qui coupe l'île en deux tronçons, avec douaniers et sentinelles. D'un côté, l'Irlande du Sud, l'Eire, république indépendante et libre, sans plus aucune attache avec l'Angleterre si ce n'est des relations commerciales ; de l'autre, l'Irlande du Nord, sous contrôle britannique, avec ses frontières factices, son Parlement fantoche, son oppression et sa police. Lorsque le voyageur se rend de Dublin à Belfast, ou répiproquement, les douaniers républicains, puis ceux de la Reine, compulsent tour à tour ses papiers, des deux côtés d'une barricade artificielle. Pourtant cette île, d'une superficie à peu près égale à trois fois celle de la Belgique, dont la géographie, l'histoire, le peuplement et la culture ne présentent du Nord au Sud aucune différence notable, constitue un tout évident et jouit d'une unité naturelle harmonieuse. Seuls ceux qui ont pour principe de « diviser pour régner » en ont jugé différemment afin de sauvegarder leurs intérêts. Voici ce qu'en écrivait Jean Schwoebel dans le « Monde », en 1950 et en un journal qui ne passe pas pour anglophobe : « Rien n'apparaît aussi peu naturel, pour ne pas dire plus stupide, que cette barrière élevée à l'intérieur d'une île dont l'unité est incontestable, du point de vue géographique et économique comme du point de vue historique. » Il ajoutait : « Des quatre provinces irlandaises, l'Ulster, où se trouvent les six comtés rattachés à la Grande-Bretagne, fut justement dans le passé la plus gaélique. L'Irlande entière forme un ensemble harmonieux dont l'équilibre a été complètement faussé par cette séparation entre le Nord industriel et la région agricole et pastorale du Sud. »

La division de l'Irlande repose sur des impostures et constitue l'une de ces injustices criantes contre lesquelles tout Européen

bien né se doit de protester avec la dernière énergie. L'union de l'Europe commence par l'unité de chaque pays appelé à en faire partie. L'unité irlandaise est une étape sur la route de l'union européenne. On ne pense pas, pour notre part, que la Grande-Bretagne et le Commonwealth se ressentiraient beaucoup de laisser les Irlandais faire leur unité, et quitter Belfast. Londres a lâché les Indes et accordé une certaine autonomie à diverses tribus nègres d'Afrique ; Suez vient d'être évacué. Avant de satisfaire des gens qui, quand ils obtiennent gain de cause, se font plus intransigeants que jamais, Whitehall se doit d'envisager une fois pour toutes l'abandon des comtés irlandais du Nord, qui ne lui appartiennent pas, où les Anglais n'ont rien à faire, et qui vivront bien plus heureux lorsqu'ils seont réunis à l'Eire. M. Sean Mae Bride, qui fut ministre des Affaires Etrangères à Dublin, qui a longtemps animé le parti républicain Clan na Poblachta et dont on a prétendu qu'il entretiendrait des rapports avec les dirigeants de l'I.R.A., a pu dire : « Pour les Irlandais, l'agression anglaise en Irlande du Nord est plus inquiétante que la menace soviétique ». Il a aussi déclaré que « les six comtés de l'Ulster occupés par les Anglais sont le Dantzig de l'Irlande. »

Quoi qu'en disent certaines feuilles aveuglées par une anglophilie maniaque, c'est contre l'écrasante majorité du peuple irlandais que la Grande-Bretagne continue d'occuper six comtés dans le Nord de l'île. Les raisons de cette occupation sont évidentes : stratégiques, d'une part, économiques de l'autre (Belfast possède de riches installations navales). Le gouvernement anglais prétend se maintenir dans le Nord afin de préserver les intérêts des protestants, qui y sont nombreux. C'est ce qui expliquerait que la division de l'Irlande se soit faite de telle manière quelle assure toujours, à Londres, une confortable majorité électorale (seuls six des neuf comtés qui composent la province de l'Ulster sont ainsi sous contrôle britannique). Pour préserver de dangers imaginaires la minorité protestante de l'Irlande (à peine le 20 % de la population totale), surtout concentrée dans le Nord (et enflée en dernière minute en 1921, lors du découpage de l'île, d' « importations » de gens qui n'avaient rien d'Irlandais !) », les Anglais ont commis cette injustice de placer sous leur férule les milliers de catholiques qui habitent les six comtés en question, et qui, eux, forment localement une minorité de 40 %. Autrement dit, on a réussi à opprimer une minorité (les catholiques du Nord) pour soi-disant préserver ce qui serait, dans toute l'île, une infime minorité parfaitement négligeable. Telle est la logique de Londres. Or, si le gouvernement de Dublin a souvent promis que les protestants du Nord, les « orangistes », n'auraient rien à craindre dans une Irlande unifiée et débarrassée des Anglais, que leurs droits et leurs convictions religieuses seraient intégralement respectés, on ne peut pas dire, en revanche que le gouvernement de Belfast soit clément et raisonnable à l'égard des 40 % de catholiques qui peuplent les six comtés placés sous son autorité, et qui, tous, réclament le rattachement à l'Eire. En effet, la police politique de Lord Brookeborough, le gouverneur de Belfast, réprime impitoyablement les mouvements hostiles à la couronne britannique. Une société secrète, l' « Orange Order », entièrement dévouée au parti tory, maintient un ordre artificiel. Lorsqu'il arrive qu'on vote dans l'un des six comtés, le truquage électoral bat tous le records. Dans le comté d'Antrim, 22.486 « unionistes », c'est-à-dire partisans de Londres, ont un représentant au Parlement, alors que 39.861 nationalistes, qui réclament le rattachement à l'Eire, n'en ont aucun. Par ailleurs, 40 % des citoyens adultes de la minorité catholique sont démunis du droit de vote pour insuffisance pécunière (loi du cens). Et cette insuffisance pécunière est, elle encore, artificielle : les catholiques sont frappés de toutes sortes d'injustices sociales et ne peuvent prendre les emplois qu'ils désirent. La discrimination affecte ainsi près de deux cent mille électeurs catholiques ; or, si les six comtés comptent à peine 850.000 protestants, pour la plupart d'origine écossaise, il y a de l'autre côté 428.000 catholiques. Mais cette importante minorité est bâillonnée.

***

Le « Daily Herald » de Londres, dont nous sommes loin d'approuver les idées politiques, mais qui a quelquefois des éclairs brefs de lucidité, qualifie cet état de choses de « policier ». On ne saurait mieux dire. En effet, la force seule permet à l'Angleterre de maintenir en Irlande du Nord une occupation que rien, d'ailleurs, ne justifie, si ce n'est de sordides intérêts économiques. Mais ainsi divisée, l'Irlande en tire de sérieux désavantages. L'agriculture est largement concentrée dans le Sud, l'industrie dans le Nord. Certaines régions du Sud manquent de bras, alors que Belfast a à elle seule plus de chômeurs que toute la Grande-Bretagne (et compte d'autre part cinq mille communistes, pendant que l'influence de Moscou est inexistante à Dublin). Il est clair que la suppression de frontières arbitraires, artificielles et iniques créerait une unité

nouvelle, harmonieuse, qui serait en même temps une solide base de stabilité économique et de prospérité.

L'unification de l'Irlande mettrait fin, d'autre part, à la terrible hémorragie de jeunes forces que continue à constituer l'émigration. L'émigration est le grand problème national de l'Eire. Entre 1841 et l'époque actuelle, la population irlandaise a diminué de plus de la moitié ; depuis le milieu du siècle dernier à nos jours, elle a passé de huit millions et demi à quatre millions. Les statistiques révèlent que, depuis le début du siècle, l'Irlande est le seul pays où la population a diminué. Pendant que la population de l'Europe (y compris l'U.R.S.S.) augmentait de 36 % depuis 1900, la population de l'Irlande diminuait de 7 %. Le contraste est encore plus fort sur une large période : depuis 1841, la population de la plupart des pays européens a doublé alors que celle de l'Irlande diminait de plus de la moitié. Beaucoup d'observateurs se sont penchés sur ce drame douloureux, pour en expliquer les causes et les origines. Il est à coup sûr impossible de contester que l'Angleterre ne partage pas, là, de graves responsabilités. Relisons l'Histoire. On apprend qu'au début les Irlandais émigrent parce qu'on détruit leurs industries ; or l'industrie irlandaise fut, jadis, la terreur des Anglais qui voyaient en elle une redoutable concurrence possible. Ils la réduisent à néant dès le XIII[e] siècle. Puis, vers le milieu du XIX[e] siècle, les terres furent transformées en pâturages et les paysans dont les services étaient devenus inutiles, chassés de leurs foyers, leurs chaumières rasées et brûlées. La grande famine de 1846-47 provoqua la mort de 750.000 Irlandais. A cela et à l'exploitation systématique du pays par l'Angleterre, succéda l'émigration d'abord massive, puis moins volumineuse mais constante. Dès cette époque, les Irlandais s'en vont en France, en Espagne, et jusqu'en Pologne. Aux U.S.A., ils sont aujourd'hui près de trente millions, et il y en a des centaines qui s'appellent toujours O' Bryan, Mac Mahon, O' Dwyer, Mac Carthy (le célèbre sénateur du Wisconsin est effectivement d'origine irlandaise). Mais si tout cela est peut-être heureux pour certains pays, qui bénéficient, grâce aux Irlandais, d'apport de forces nouvelles, cela n'est, par contre, pas un bien pour l'Irlande elle-même. En se dépeuplant, elle s'affaiblit et meurt lentement. Vers 1946, d'aucuns se demandaient : l'Irlande peut-elle nourrir plus de quatre millions d'habitants ? Aujourd'hui, devant l'espoir de réaliser enfin, bientôt, l'unité indispensable, les mêmes déclarent : « L'extension de nos industries de transformation doit permettre d'offrir du travail à tous les bras qui se présentent, et donc

de mettre un terme à une émigration qui a trop longtemps constitué une hémorragie des forces vitales du pays. »

Dublin peut, au contraire de nos vertueuses démocraties où le désordre et les dérèglements atteignent tous les domaines de la vie publique, se vanter de ne connaître ni prostitution ni crimes sexuels. Il semble toutefois qu'on y pèche un peu par excès contraire. Une moralité trop bien cultivée fait aujourd'hui que le vieil et légendaire romantisme irlandais est lui aussi en voie de disparition. Dans plusieurs régions de l'Irlande, l'amour a mauvaise mine. On y pense le moins possible. La crainte aussi d'ébranler une fragile prospérité enfin acquise par la fondation trop tôt, d'un foyer et d'une famille, a rendu les jeunes Irlandais extrêmement circonspects. Résultats : on se marie sur le tard. A trente-cinq ans, 75 % des hommes sont encore célibataires. Dans les familles nombreuses, ce sont les jeunes qui émigrent. Ainsi, la nation vieillit lentement en même temps qu'elle se dépeuple.

Dans un captivant ouvrage qui vient de paraître sur ce sujet, intitulé « The Vanishing Irish » (littéralement : les Irlandais qui disparaissent), le R.P. américano-irlandais John A. O' Brien, qui signe le volume en compagnie de quinze collaborateurs (dont un protestant), souligne encore ce drame de l'Irlande qui, après sept cents ans de lutte implacable contre le voisin oppresseur, meurt lentement d'émigration. Mais l'ouvrage n'est pas d'un ton pessimiste. L'un des quinze auteurs, John D. Sheridan, y note : « Nous ne sommes pas encore morts ! » Et un autre conclut : « La vraie révolution, en Irlande, reste à faire. » Pour de nombreux Irlandais, et surtout les militants audacieux de l'I.R.A. qui ont hérité de l'héroïsme de leurs pères, cette révolution commence par l'unité de l'île. L'unité est le suprême espoir des Irlandais. Que divers milieux dublinois, et en particulier ceux du gouvernement que préside M. John Costello, désapprouvent les actes de violence commis par l'I.R.A., est fort possible. Mais au fond du cœur, ils pensent que ces clandestins peuvent accélérer l'unité de l'île, porte ouverte sur l'avenir.

Pierre HOFSTETTER.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Etant donné la division qui ne partage pas seulement l'ancien Reich en une « République démocratique » à l'Est, et une « République Fédérale » à l'Ouest, mais qui encore morcelle cette dernière en différents « Länder », l'Allemand, de nos jours, n'est guère privé de réjouissances électorales.

Ce furent, le 28 novembre, les électeurs du Pays de Hesse et de la Bavière qui eurent à se prononcer sur la future composition de leur diète régionale. Le 5 décembre, il y eut les élections pour le nouveau Sénat des secteurs occidentaux de Berlin. Comme points de comparaison, les partis allemands n'eurent pas seulement les succès ou insuccès électoraux de 1950 dans les campagnes pour les diètes des Länder, mais encore ceux obtenus ou subis dans les élections pour le Bundestag de Bonn, le 6 novembre 1953.

Aujourd'hui, eu égard à l'une ou l'autre de ces élections, les différents partis peuvent tous se considérer comme « victorieux ». En vérité, il faut noter un léger recul du parti de l'Union Chrétienne Démocratique du Chancelier Adenauer, une petite avance du parti Social-Démocrate — dont le leader Ollenhauer est toutefois loin d'avoir le prestige de son prédécesseur le Dr Schumacher —. Le parti Libre-Démocrate a, sauf à Berlin, maintenu ses positions.

Une clause prescrivant que les partis doivent, pour être représentés, obtenir un minimum de 5 % des voix, tout au moins dans une seule circonscription, les petits partis semblent être destinés à disparaître définitivement.

Le Sénat de Berlin-Ouest se décidera probablement pour faire une grande coalition avec le socialiste Dr Suhr comme bourgmestre. L'ancien Président du Pays de Hesse, le Dr Zinn, socialiste, a été réélu et forme son gouvernement avec l'appui du parti des Réfugiés (Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten).

La grande sensation fut la formation du nouveau gouvernement à Munich. Là, le parti de l'Union Chrétienne-Sociale, succursale bavaroise du parti de l'Union Chrétienne-Démocratique de Bonn, avait bel et bien obtenu 38 % des voix, ce qui en fit le parti le plus fort du pays. Mais le « Parti Bavarois », non moins catholique et plus encore régionaliste, lui refusa la coalition et forma son Gouvernement avec les socialistes, les Libres-Démocrates et le parti des Réfugiés. Cette nouvelle coalition ne fut pas sans être applaudie par les intellectuels de Munich et la jeunesse estudiantine, qui n'appréciaient point « l'homme fort » de l'ancien gouvernement, un monsieur barbu répondant au nom poétique de « Hundhammer » (marteau de chien) qui assumait, de façon peu libérale, les fonctions de ministre de l'Instruction publique.

*
* *

Sur le plan fédéral, l'événement le plus important de l'année fut l'élection du nouveau Président de la Chambre de Bonn, poste rendu vacant par la mort du Dr Ehlers. Le Dr Gerstenmaier, candidat du Chancelier Adenauer, l'emporta seulement au troisième scrutin et à une faible majorité. Le professeur Carlo Schmidt, vice-président de la Chambre, aurait eu probablement de plus grandes chances, mais il ne put poser sa candidature, non parce qu'il est socialiste, mais parce qu'il est... catholique ! Une convention tacite de Bonn veut, en effet, que le Chancelier Adenauer étant catholique, les fonctions de Président de la Chambre — le second au point de vue protocolaire — doivent être dévolues à un protestant.

Le Dr Gerstenmaier est originaire d'une aride contrée montagneuse de la Souabe. Pendant le régime hitlérien il fut un résistant authentique, pour des mobiles religieux. Il aime à répéter qu'aux environs du 20 juillet 1944, il se promenait à Berlin, portant dans l'une de ses poches un « revolver », dans l'autre « la Bible ». Le Dr Gerstenmaier, jus-

qu'ici président de la Commission des Affaires Etrangères, n'est pourtant pas personnellement très satisfait de son élection : les fonctions de Ministre des Affaires Etrangères lui auraient souri davantage. Mais le Chancelier Adenauer paraît toujours être décidé à confier ce portefeuille, s'il s'en démet, à l'actuel chef de groupe du parti de l'Union Chrétienne-Démocrate, le professeur von Brentano.

***

La première lecture des accords de Paris eut lieu à la Chambre de Bonn le 15 décembre. Le parti socialiste demanda de remettre la ratification à une date ultérieure à la Conférence des Quatre, préconisée par différentes capitales. Cette demande fut repoussée par 236 voix contre 153.

Au cours d'une séance assez houleuse, le leader de l'Opposition, Ollenhauer, fit surtout grief au Chancelier d'avoir accepté la convention concernant la Sarre, qu'il qualifia de « document diplomatique le plus étrange qui ait jamais été élaboré entre Etats démocratiques » et dont il ne se promettait rien de bon, ni pour les futurs rapports franco-allemands, ni pour le climat européen en général.

Le Chancelier se vit aussi aux prises avec l'opposition au sujet du réarmement, tant au point de vue des conséquences budgétaires qu'au point de vue des répercussions graves qu'il pourrait entraîner pour la réunification allemande, étant donné l'attitude intransigeante de l'Union Soviétique à se sujet.

Le Gouvernement de Bonn est en plus, en face d'un grand courant moral contre le rétablissement du service militaire. Ce courant déborde les limites de l'opposition parlementaire et caractérise la grande majorité de la jeunesse allemande. Les jeunes classes destinées à être appelées au service militaire, s'y montrent nettement hostiles. Cette hostilité fut témoignée au cours d'une discussion contradictoire fort représentative, organisée récemment à Cologne. Peu après, le syndicaliste catholique Théodor Blank, actuel animateur et ministre éventuel des forces armées fédérales allemandes, ne fut pas seulement conspué, mais il fut même

blessé au cours d'une réunion politique à Augsbourg en Bavière, où il tentait de populariser ses buts.

Huit années de « rééducation démocratique » du peuple allemand, la diffamation systématique de son honneur militaire, les procès unilatéraux contre les « criminels de guerre » du camp vaincu et la suppression méthodique de tout sentiment patriotique, ne furent évidemment pas sans porter leurs fruits dans la République Fédérale. Dans l'opposition à la nouvelle armée allemande, les officiers et soldats les plus glorieux de la campagne de Russie se joignent aujourd'hui aux pacifistes bêlants et aux agents communistes répandus particulièrement dans les syndicats ouvriers.

La récente révélation de Churchill, d'après laquelle il aurait déjà, au printemps 1945, envisagé de rendre les armes aux soldats allemands pour barrer la route à l'Armée rouge, ne fut pas de nature à réduire, mais plutôt à renforcer cette opposition. Ce sont les alliés, se disent maints Allemands, qui ont abattu, dépecé et démonté notre pays comme cela ne s'était encore jamais vu dans l'histoire. C'est donc aux alliés eux-mêmes et à leurs forces armées de parer aux conséquences qui en résultent aujourd'hui pour l'Europe, pour le monde entier.

Une autre préoccupation du Gouvernement Fédéral est l'infiltration de la jeunesse de l'Allemagne Occidentale par les soi-disant « Kulturgruppen » (Groupements culturels) de la zone soviétique. Sous l'apparence innocente de représentations folkloriques, des groupes extrêmement bien sélectionnés de jeunes gens et jeunes filles font revivre, dans des représentations publiques, les chants et les danses populaires allemands, laissant à peine filtrer quelques mots de propagande communiste. Le public allemand, très friand de telles attractions, suit religieusement les anciens Lieder et rythmes du folklore et il est facilement leurré sur le but de ces visites venant de l'autre côté du rideau de fer. Il faut aussi reconnaître que ces jeunes, venant du Centre et de l'Est de l'Allemagne, et qui évoquent à quelques détails d'uniforme près l'ancienne jeunesse hitlérienne, ont une toute autre allure que la jeunesse de la République Fédérale, peu sportive et déformée par les mœurs existentialistes ou la lecture des « comics » américains.

* * *

Pour terminer cette lettre, rappelons que les Allemands sont assez inquiets des échos parvenant de Londres, de Paris, et même de Washington, d'après lesquels la « coexistence » préconisée entre le bloc occidental et oriental faciliterait aussi la « coexistence » future et définitive des Etats allemands à l'Est et à l'Ouest de l'Elbe. Ignorant si la presse française a reproduit la déclaration faite le 24 novembre devant le Club de Presse de Bonn par l'ancien Président des Etats-Unis, Herbert Hoover, nous ne voudrions pas manquer de la mentionner ici :

« Je peux dire en toute netteté que mon engagement pour la réunification de l'Allemagne est exempt de toute arrière-pensée. Il y a douze ans, au lendemain de l'entrée en guerre de l'Amérique, certains dirigeants politiques américains exigeaient le partage de l'Allemagne comme une espèce de revanche et comme une condition pour le maintien de la paix. Je disais alors :

« A l'instar de tous les peuples vigoureux, les Allemands ont un sentiment de communauté accentué. On pourrait définir l'histoire des guerres en Europe comme l'histoire du partage de l'Allemagne et des explosions résultant de ses efforts d'unification. La paix ne peut pas être durable si l'Allemagne est partagée. Il est impossible de maintenir un peuple dans les chaînes. On ne peut pas à la fois punir un peuple et espérer en une paix durable. Dans notre monde actuel, une victoire, dans laquelle le vainqueur assouvit sa vengeance, équivaudrait à une défaite définitive. Nous pouvons choisir entre la paix et la vengeance, mais nous ne pouvons pas avoir les deux à la fois. »

UNE INTERVENTION DE M. KAUFMANN, DEPUTÉ DU BAS-RHIN, SUR LA SARRE

Nous demandions, dans notre dernier numéro, qu'un député, au moins, eût le courage de se lever pour déclarer que la solution actuelle de la question sarroise était injuste et préjudiciable à l'avenir de l'Europe. Notre vœu a été exaucé. Un député alsacien, M. Kaufmann, a soutenu à la tribune la thèse que nous avons exposée ici. En rappelant le caractère allemand de la Sarre et en soulignant le caractère annexionniste de la politique du gouvernement, M. Kaufmann a servi utilement l'intérêt de la réconciliation franco-allemande et celui de l'Europe. Cet avertissement d'un Alsacien mérite d'être médité.

L'ACQUITTEMENT DU Dr WERNER NAUMANN

La Cour Suprême Fédérale de Karlsruhe vient de rendre une sentence de non-lieu dans le procès intenté au Dr. Werner Naumann. Si l'on se souvient du bruit fait autour de cette affaire, il y a près de deux ans, l'on ne peut que s'étonner de la voir ainsi finir en queue de poisson. Le Haut Commissaire britannique Kirk-Patrick, le ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté, Antony Eden, avaient alors publiquement et solennellement déclaré que l'ancien secrétaire d'Etat de Goebbels, le Dr Naumann, aurait été arrêté pour avoir monté une grande conspiration contre la République Fédérale, allant jusqu'à compromettre la sécurité de l'armée d'occupation britannique. Les plus hautes autorités de Bonn, trop crédules ou trop dociles, s'empressèrent de faire chorus. A ce moment le Dr John assumait encore la direction des services secrets de la République Fédérale. Pendant des mois et des mois, la Presse mondiale tout entière retentit de cris d'alarme sur le danger « néo-nazi » en Allemagne. Maintenant les autorités judiciaires les plus rigoristes de la République Fédérale ont dû reconnaître que cette affaire avait été montée de toutes pièces et qu'il n'y avait eu ni conspirateur, ni complot.

NOTES ET COMMENTAIRES

Une déclaration d'Eisenhower sur les Criminels de Guerre.

Le Président Eisenhower a eu, il y a peu de temps, une controverse avec le Sénateur Mac Carthy au sujet du problème de la responsabilité des soldats américains dans l'accomplissement des ordres reçus. Mac Carthy assurait que les principes de Nuremberg combinés avec les infiltrations crypto-communistes dans l'armée américaine, mettaient en danger la discipline et l'efficacité du commandement américain.

Eisenhower lui répondit par la mise au point suivante :

« La discipline chez un officier doit être un principe inconditionnel, qui n'est pas le moins du monde soumis à sa conscience. » Le Président ajouta que, d'après sa propre expérience de l'honneur militaire, et du moral et de la discipline des armées, il considérait que ces principes étaient valables pour tous les officiers et fonctionnaires, sans exception. Il ajouta que le moral d'une armée exige que les ordres, aussi bien que les lois du Gouvernement, soient exécutés sans arrière pensée par tous les subalternes, la responsabilité ne devant en être portée que par le haut commandement et les chefs politiques responsables du régime :

« ...Dans l'armée et, en général, dans le service de l'État, l'obéissance à l'égard des supérieurs et de leurs ordres est un devoir »... « Le moral d'une armée a pour base que tous les ordres et tous les règlements doivent être appliqués du haut en bas de l'échelon hiérarchique, sans la moindre défaillance... » « ... Pas un de nous serait disposé à accepté dans l'armée américaine le moindre droit d'indiscipline ou d'insubordination... »

Ces déclarations sont fort bonnes. Il aurait peut-être mieux valu que le général Eisenhower, qui a pris une part active au procès de Nuremberg et à la justice de vengeance exercée contre l'Armée allemande et les fonctionnaires du Parti, s'aperçoive un peu plus tôt de ces vérités premières.

Bien qu'il soit un peu tard pour constater cette évidence, pourra-t-on espérer du moins du général Eisenhower qu'il aperçoive que la conclusion de ses propres déclarations n'est rien moins que la réparation des torts qui ont été causés par la soi-disant Justice américaine à des officiers et à des fonctionnaires dont il reconnaît aujourd'hui le devoir d'obéissance.

La Belgique demande l'extradition de Léon Degrelle.

Le Gouvernement belge vient, une fois de plus, de se couvrir de ridicule en demandant officiellement à l'Espagne l'extradition de Léon Degrelle qui a assisté, récemment, en public, à une cérémonie de la Phalange et qui a donné, à cette occasion, une interview au Journal *El Español.*

Cette protestation est d'autant plus comique, que le Ministère de l'Intérieur belge connaissait depuis fort longtemps, la résidence de Degrelle en Espagne et que de nombreux Belges lui avaient rendu récemment visite. Mais elle était rendue nécessaire par le grand bruit que mène actuellement le parti catholique, très heureux de retourner au parti socialiste les attaques qu'il a subies autrefois sur le même sujet, et désirant surtout faire sous-entendre que Léon Degrelle a contre Spaak des documents qui incitent ce dernier à une grande retenue.

Juridiquement, cette comédie risque d'être également une absurdité car Léon Degrelle a reçu, sous le nom sous lequel il vit actuellement, la nationalité espagnole, ce qui rend son extradition sous l'accusation habituelle de trahison assez fantaisiste. C'est ce qu'est venu expliquer l'ambassadeur de Belgique à Madrid, mandé exprès pour éclaircir ce cas.

Le Gouvernement belge qui se rend compte apparemment de cette difficulté, a du reste, si l'on en croit les agences de Presse, demandé l'extradition de Léon Degrelle sous l'inculpation, assez invalide, de « crimes de guerre ».

Les U.S.A. vont-ils « atlantiser » le Maroc et la Tunisie ?

Un bruit persistant court depuis quelque temps qui n'a suscité jusqu'à présent aucun démenti et qui soulève naturellement une très vive émotion prétendant que la Tunisie et le Maroc resteraient « associés à la France au sein du pacte atlantique ». En serait-on déjà là et est-ce là le résultat des entretiens que Mendès a eus avec les dirigeants américains sur l'Afrique du Nord ? On ne peut reprocher à la politique américaine de manquer de suite dans les idées à cet égard et le général Eisenhower est le digne successeur de feu Roosevelt qui s'était juré dès 1942 de nous chasser d'Afrique du Nord.

On rapprochera de cette information la déclaration des syndicats américains sur la politique française en Afrique du Nord, déclaration, elle aussi, singulièrement inquiétante.

Vers l'Eurafrique Franco-Allemande.

La coopération économique franco-allemande deviendrait-elle autre chose qu'un thème de discours ministériel ?

On prétend que le gouvernement qui a récemment mis au poit un important programme de grands travaux en Afrique du Nord financés par des capitaux privés étrangers aurait fait une large place, à côté des capitaux américains et italiens, aux capitaux allemands.

Des contacts auraient, d'ores et déjà, été pris du côté allemand en vue de la création d'une chambre de commerce et d'industrie allemande à Casablaca. On annonce également la prochaine ouverture à Colomb-Béchar d'une usine d'aviation franco-allemande.

On est loin toutefois d'avoir abordé, ne fût-ce que la discussion de l'ambitieux programme annoncé par Mendès au lendemain des accords de Paris qui a soulevé les commentaires ironiques ou hostiles que l'on sait dans la presse allemande (les sables du Sahara en échange de la Sarre, etc...).

Les conversations prévues pour le printemps prochain, si elles s'engagent, ne manqueront pas d'être serrées. Les milieux d'affaires allemands n'ont pas tardé, en effet, à s'apercevoir de ce qu'on voulait, du côté français, les réduire au rôle de bailleurs de capitaux, la direction administrative et la gestion financière et technique des nouvelles entreprises restant entre des mains françaises. Or les capitaux se raréfient actuellement outre-Rhin.

Les réticences allemandes sont d'autre part motivées par l'insuffisance de l'infrastructure africaine. Il est intéressant de rappeler à ce sujet l'importance primordiale qu'Anton Zischka, dans son livre « Afrique complément de l'Europe » attachait au problème des communications dans ce continent massif et quasi-impénétrable et à l'aménagement hydro-électrique et minier.

Les dispositions du code du travail d'outre-mer, font d'autre part observer les Allemands ont sensiblement accru le coût de la main-d'œuvre et les prix de revient industriels africains souffriraient de la même disparité avec la concurrence étrangère que les prix français.

Enfin on craint en Allemagne qu'une association avec la France en Afrique, spécialement en Afrique du Nord, provoque l'irritation des pays arabes qui constituent pour l'industrie allemande, des marchés particulièrement intéressants.

Les livres du Mois

PIERRE LAVAL, par Alfred MALLET (*Ed. Amiot-Dumont*)

Le livre d'Alfred Mallet est le plus remarquable et le plus complet des livres qui viennent de paraître sur les années de l'occupation. Pour la première fois, l'histoire de cette période a pu être écrite d'après des documents nombreux et incontestables, ceux qui ont été rassemblés sous la direction du comte de Chambrun pour la *Hoover War Library*. Il en résulte une richesse et une solidité de la documentation qui donne au travail d'Alfred Mallet un sérieux et une exactitude supérieurs à tout ce qui a été écrit avant lui.

Ajoutez que le livre n'est nullement une apologétique de Pierre Laval. Il est objectif, mais sans parti-pris, sans système. C'est seulement le récit de ce qui s'est passé. Ce sont les faits qui se chargent de plaider le dossier de Pierre Laval, non l'historien. Celui-ci s'écarte et transcrit simplement, et c'est à peine si l'on peut deviner, moins à sa manière de conter qu'à une allusion discrète, qu'il a été jadis un ami de Pierre Laval et qu'il a refusé de l'oublier.

Mais quel récit passionnant et extraordinaire ! On a oublié, si on l'a jamais compris exactement, si on l'a jamais *perçu* vraiment, ce que fut la cour de Vichy. Il faudrait le clair-obscur de Tacite ou la drôlerie de Breughel pour en faire un tableau complet. Malgré la sobriété d'Alfred Mallet, qui n'a voulu nulle part céder à la passion ou seulement à l'entraînement de la verve, on lit ce livre comme le plus étonnant roman des temps modernes. D'étranges muets traversent ce sérail, grimaçants et papelards, éblouis par le tonnerre des événements, louchant avec affolement dans tous les sens, éperdus, dépassés, mais

obstinés, comme des insectes, à de petites intrigues qu'ils prennent pour l'art de gouverner et qu'ils poursuivent avec un entêtement de chanoines. Dans cet aquarium navigue le Maréchal comme un grand poisson froid. L'histoire gronde au dehors comme un océan aveugle et des pans de continents vont s'abattre dans la nuit : mais à Vichy, autour d'un pape octogénaire, se tient en permanence un étonnant conclave dont la cheminée ne fumera jamais. Pierre Laval a le tort de voyager, c'est ce qui le perd. Au lieu d'écouter le rapport des eunuques, il va sur la passerelle et il essaie de naviguer dans cette mer démontée. Pendant ce temps, les chanoines se parlent à l'oreille. Ils nouent des conjurations qui rappellent celles de la cour des Valois, ils ont leur secret, leur camarilla, ils ont aussi leurs spadassins. Et, haletants, gouvernant enfin pour la première fois, touchant enfin pour la première fois au pouvoir, leurs livres leur remontent à la tête et ils montrent à l'Europe l'image étonnante de la France assommée et aveugle, conduite par une troupe de boy-scouts ivres des romans d'Alexandre Dumas.

Ce qui frappe dans toute cette affaire, c'est le bon sens de Pierre Laval. Il savait qu'on n'improvise par des cadres. Il savait qu'il y a dans tous les régimes, même les pires, même la république maçonnique, d'excellents représentants locaux, des hommes qui savent ce que c'est que les intérêts locaux, la vie locale, et qu'il ne faut pas s'amuser à démolir tout cela par enfantillage ou système, et qu'on ne remplace rien du jour au lendemain. Il savait qu'il ne faut pas écrire sans d'infinies précautions sur la peau humaine, sur les destinées des hommes, au moyen des lois et des juges. Il avait le même bon sens, le même esprit pratique en politique intérieure et en politique étrangère. Mais ce n'était pas le temps du bon sens.

La politique de Pierre Laval pose aujourd'hui une interrogation, et cette interrogation se dégage assez vivement de ce premier tome d'Alfred Mallet, bien que ce n'ait sans doute pas été son intention. Il ressort d'une grande partie des faits exposés qu'un renversement des alliances, ouvrant à l'Allemagne la route de l'Afrique du Nord, eût probablement acculé l'Angleterre à une paix de compromis. Cette

indication est donnée à plusieurs reprises par Alfred Mallet, et, autant qu'on en puisse juger, elle semble en effet résulter de la situation stratégique à la fin de l'année 1940. Maintenant que nous saisissons mieux, à dix ans de distance, les conséquences dramatiques pour toute l'Europe de l'effondrement de l'Allemagne, cette conclusion de la guerre n'était-elle pas plus souhaitable que celle qui s'est produite ? La politique de collaboration n'était-elle pas une politique trop timide, une politique de démission à l'égard de l'histoire ? Si le gouvernement de Vichy a contribué puissamment, comme on l'a déjà soutenu, à la destruction finale de l'Europe entre les deux grands empires nouveaux, avons-nous lieu de nous en féliciter ?

Alfred Mallet explique la politique de Laval en faisant intervenir ici son désir profond de paix et, d'autre part, en lui prêtant la thèse que le renversement des alliances eût été contraire à l'honneur. La première réponse me paraît meilleure que la seconde.

Après Mers-el-Kébir et Dakar, c'est-à-dire après deux actes de guerre contre nos forces armées, et d'autre part après une autre initiative permanente d'hostilité, le soutien d'un gouvernement rebelle installé en Angleterre, l'honneur français était engagé à rendre coup pour coup, et aucun lien n'existait plus entre la France et le pays qui aidait des forces dissidentes à s'emparer de son empire. Ce sont les Anglais qui ont brisé l'entente cordiale en refusant de se fier à la loyauté de la France et en employant contre elle des solutions de force. L'alliance, si l'on refuse de la considérer comme un simple instrument diplomatique et qu'on y voie un contrat durable, n'est un contrat que si les deux partenaires le respectent. Quand l'un des deux y substitue la force, ce contrat disparaît. Les coups de canon de Mers-el Kébir et de Dakar nous libéraient de tout engagement puisqu'ils signifiaient qu'on n'avait pas confiance en notre engagement. Dès lors, l'*honneur* de la France n'était plus engagé au maintien de l'alliance et la France était redevenue libre. Et j'aimerais mieux penser que, si Pierre Laval n'a pas sérieusement songé au renversement des alliances, c'est que ce renversement des alliances n'était alors pas praticable.

On lira ce livre qui constitue, sans doute, pour l'instant, le document le plus complet et le plus sûr que nous ayons sur l'histoire de Vichy. Mieux documenté, plus exact que le livre de Robert Aron, il est l'ouvrage qui fera autorité sur cette période et que chacun doit posséder dans sa bibliothèque.

M. B.

MUSTAPHA-KÉMAL OU LA MORT D'UN EMPIRE

par Jacques BENOIST-MÉCHIN (*Ed. Albin-Michel.*)

« J'ai préféré offrir au lecteur un peu plus qu'il n'attendait plutôt que de le décevoir en lui apportant moins », écrivait Jacques Benoist-Méchin dans la préface de son « Histoire de l'Armée Allemande ».

Nous retrouvons avec plaisir cette même générosité dans le « Mustapha Kémal » qu'il nous donne aujourd'hui, où le portrait en pied qu'il trace du créateur de la Turquie moderne n'apparaît si vivant que parce qu'il se détache sur un fond foisonnant à la fois de détails et de perspectives, de personnages et de siècles.

S'attaquant à un autre des grands tournants de l'Histoire contemporaine, Jacques Benoist-Méchin nous donne là le premier volet d'un dyptique où doit s'éclairer un événement dont nous vivons pleinement aujourd'hui les conséquences, le réveil des peuples musulmans : « Mustapha Kémal ou la Mort d'un Empire » — « Ibn Séoud ou la Naissance d'un Royaume ». Si ce second volet doit nous montrer la conquête d'une patrie par quelques tribus nomades, c'est ici le phénomène inverse et parallèle auquel nous assistons, la formation d'un peuple sur les débris d'un Empire qui n'avait jamais connu d'autres fondements que juridiques et religieux.

Dès les premières pages nous sommes entraînés au rythme du galop sur les steppes. Depuis les premières migrations venues du sud de l'Asie, toute l'Histoire de l'Empire Ottoman nous apparaît d'abord en vue cavalière. Négligeant toutes frontières, c'est un Empire que créent d'un seul élan, à travers les siècles, ces tribus sans repos. Mais revoyons la montée progressive de la puissance turque jusqu'au triomphe de Soliman, puis la lente décadence de l'homme malade au chevet duquel les Puissances se jalouseront et se surveilleront.

Au moment où la première guerre mondiale révèle toute la misère de ce décor impérial, un jeune officier commence à apercevoir les grandes lignes de son destin. S'acharnant à la victoire mais prévoyant la défaite, c'est dans l'effondrement consacré par le traité de Sèvres qu'il trouvera les conditions du relèvement. Plus exactement, c'est la disparition de l'Empire qui lui permettra de faire naître la patrie et le peuple turcs. Car le destin unique de Mustapha Kémal, reste d'avoir en quelques années littéralement créé un Peuple et de lui avoir donné en même temps son sol, ses lois et jusqu'à sa langue.

Au fil de cette histoire si ample et si diverse, nous apprenons à remettre un peu d'ordre dans bien des noms et des faits que notre mémoire avait mêlés, mais surtout nous suivons toujours le récit avec le même intérêt passionné. Dans un éclairage dramatique, nous suivons le combat où hommes et événements s'affrontent, le dénouement semble atteint puis brusquement s'éloigne pour revenir à nouveau. Nous sommes avec Mustapha, lorsque apprenant les conditions du Traité de Sèvres, il répond au long hurlement de mort de son chien. Nous sentons un plus grand silence se faire en nous lorsque nous voyons le cercle se refermer autour de Kémal à Angora : pourra-t-il reprendre la marche en avant ? Nous vivons si bien dans l'instant que nous oublions trente ans d'histoire ultérieure. Les couleurs mêmes du tableau sont claires, mises par petites touches, fraîches, oserait-on dire, jusque dans la peinture de ces carnages où périssaient parfois des dizaines de milliers d'hommes.

On aperçoit flotter au vent frais les bannières multicolores de l'armée de Soliman, mais on voit aussi ces pyramides de têtes qui blanchissent au bord des routes grises ; on sent très bien, lorsque flambent ces précieuses villes

d'Orient, mêlé à la fumée qui tournoie, le parfum des boiseries de cèdres et de cyprès.

Avec le même don de vie que nous avions déjà connu dans son « Histoire de l'Armée allemande », l'auteur nous montre donc encore une fois une de ces brusques révolutions, une de ces régénérations que font accomplir à un peuple un homme ou un petit groupe d'hommes. Fidèle encore à sa manière, Jacques Benoist-Méchin ne blâme ni n'approuve, il raconte. Il ne s'interroge pas sur les voies et moyens de la politique, il nous fait vivre avec un homme qui n'hésita pas une seconde devant de grandes cruautés, mû par un obscur amour de son peuple, et laisse chacun libre de ses conclusions. C'est encore une manière de donner plus non seulement que son titre promet, mais même que le livre n'en dit.

Mais c'est un livre qu'il faut lire avant tout pour l'imagination qui s'y révèle, imagination fraîche et visuelle qui se marie à une grande amitié pour les hommes.

Bernard Vorge.

AMERICA'S RETREAT FROM VICTORY
THE STORY OF GEORGE CATLETT MARSHALL
par le Sénateur Joseph R. McCARTHY

Le général Marshall passe en France pour un bienfaiteur. A son nom est attaché celui d'un plan financier de restauration de notre économie endommagée par la guerre. Cependant, le sénateur Mac Carthy critique l'idée de l'aide *économique*. A l'époque où le plan Marshall a été mis en application dans le monde entier, personne ne pouvait plus avoir d'illusions sur le péril soviétique ; il était vain de prétendre construire un « rempart de prospérité » autour de la citadelle russe ; trop souvent l'argent demandé au contribuable américain n'a servi qu'à sauver des régimes socialistes victimes de leurs extravagances. Cet argent n'aurait dû être donné contre garantie pour leur réarmement qu'à des Etats décidés à se défendre contre le bolchevisme, au besoin, par la force.

Mais ce n'est pas là le grief principal du sénateur du Wisconsin contre le général Marshall. Colonel sans autorité à qui Mac Arthur avait été contraint à retirer le commandement d'un régiment d'élite, Marshall a dû sa fortune politique à la fréquentation des politiciens, en particulier à celle d'Harry Hopkins dont il avait réussi à se faire remarquer. C'est à lui qu'il doit la promotion fantastique qui l'a fait passer par-dessus la tête de trente-sept généraux et devenir le conseiller militaire de Roosevelt.

Arrivé aux faîte des honneurs par la gauche, Marshall a toujours eu à cœur de plaire à ses protecteurs et, dans ce but, il a constamment poussé Roosevelt, puis Truman aux concessions à Staline. Il a fait échouer le plan de Churchill d'invasion des Balkans pour faire triompher celui qui satisfaisait le plus les Soviets : le débarquement en Normandie. Il s'est mis en Chine au service de Mao Tse Toung en cherchant à imposer à Tchang Kaï Chek, dont il était devenu le conseiller militaire, une politique « d'unité » qui permettait au premier de garder son armée et de conquérir l'Etat. Revenu dans ce pays après la guerre comme ambassadeur, après avoir rédigé ses propres instructions, il fit tout pour amener Tchang Kaï Chek à ses vues et, comme ce dernier s'y refusa, il le priva des armes dont il avait un besoin urgent au moment où Staline armait Mao, lui imposa deux cessez-le-feu alors qu'il était près de vaincre son adversaire, bref fut l'un des artisans les plus actifs de la victoire rouge en Chine.

Le livre de Mac Carthy, dont la documentation est puisée aux meilleures sources : rapports officiels, mémoires de généraux et d'ambassadeurs, est un acte terrible d'accusation.

JOHN T. FLYNN : THE LATTIMORE STORY

L'histoire du général Marshall est celle d'un ambitieux égaré dans la politique ; c'est celle d'un faible qui se taille

une fausse réputation de héros en se mettant assez bassement au service d'un clan politique puissant. Celle de Lattimore est celle de l'un des principaux animateurs de ce clan. Elle montre comment une petite équipe d'hommes habiles et sans scrupules peut lourdement peser sur les destinées d'un grand Etat.

Le milieu dans lequel évoluait Lattimore est l'*Institute of Pacific Relations*. Doté d'un impressionnant comité de patronage, l'*Institute* était, en réalité, dirigé à l'insu des grands capitalistes qui lui prêtaient leur nom, par un petit groupe de journalistes de tendance communiste. Ils éditèrent des livres, de luxueuses revues : *Pacific Affairs, Far Eastern Survey,* s'infiltrèrent dans les plus grands journaux : *N. Y. Herald Tribune, N. Y. Times, Saturday Review of Literature,* où ils commentèrent les ouvrages de leurs associés, prirent contact avec des hommes politiques et des fonctionnaires, réussirent, de la sorte, à passer pour des experts des questions d'Orient à une époque où particuliers et personnages officiels cherchaient à s'informer sur des pays dont ils ignoraient tout. Ils créèrent cette atmosphère dans laquelle le général Marshall et Acheson baignèrent. C'est beaucoup à eux que l'Amérique doit son élimination de la Chine.

Le plus grave est que, non contents d'agir sur le terrain de la propagande, ils se firent espions : les bureaux de leur comité abritaient une revue à tirage très limité *Amerasia* qui servait de façade à un réseau d'espionnage. La preuve en fut administrée lorsque les services secrets de l'armée y trouvèrent *dix-huit cents documents* qui n'auraient jamais dû quitter les coffres-forts de leurs ministères respectifs.

Ces personnages jouissaient alors de si hautes protections que l'affaire fut étouffée et que Lattimore n'a pas encore répondu de sa criminelle activité devant la justice de son pays.

L'ouvrage de Flynn est écrit avec talent. Il est de ceux qui lui ont valu des haines solides et l'ont fait écarter de nombreux grands journaux.

G. O.

DES ETATS-UNIS D'AFRIQUE CENTRALE ?

Au moment où la politique française en Afrique du Nord traverse une crise aiguë à laquelle le régime s'avère incapable de trouver une solution satisfaisante pour les intérêts de la France et de l'Europe sur le continent africain, il nous a semblé utile de présenter à nos lecteurs un projet d'origine britannique dont la presse d'Afrique centrale et orientale se fait l'écho depuis quelques mois.

La Société d'Afrique du Capricorne.

A l'origine de cette idée d'Etats-Unis d'Afrique centrale se trouve une société, créée il y a trois ans à Salisbury (en Rhodésie du sud) par un ancien colonel de la R.A.F., David Stirling. La « Capricorn Africa Society » réunit un certain nombre de personnalités très diverses tant par leurs titres que par leurs origines raciales ; on y trouve entre autres Lord Portsmouth, président de l'Union des électeurs blancs du Kénia, des chefs indigènes noirs et métis, des représentants des minorités indiennes installées en Afrique et le chef des Ismaélites, représentant de l'Aga Khan.

Le but principal de cette société est de promouvoir un nouveau patriotisme africain et de préparer un statut accordant une citoyenneté commune à toutes les races, avec comme corollaire bien entendu une complète égalité de droits et de devoirs. Seul un Etat africain multi-racial peut, selon les auteurs de ce projet, résoudre d'une façon définitive le problème de la coexistence et de la coopération confiante de races si différentes. Cette nouvelle structure de

la société africaine, en brisant les barrières raciales apaisera les haines et mettra fin au climat de méfiance réciproque entre les populations blanches et autochtones. Au lieu de la politique de l'apartheid défendue par le Dr Malan ou de celle d'un Etat bantou préconisée par Oswald Pirow, c'est-à-dire une souveraineté séparée pour les populations de couleurs et les autres éléments raciaux de la population, la « Capricorn Africa Society » prépare la voie à ce qu'elle appelle le Panafricanisme.

Selon ces milieux, les populations africaines se sentiraient freinées dans leur désir d'évolution par les blancs dont les mesures économiques visant à mettre en valeur ces territoires et en fin de compte à améliorer le niveau général de vie ne sauraient faire oublier la volonté bien arrêtée de maintenir un état d'esprit périmé. Certains vont même plus loin et n'hésitent pas à affirmer que les peuples d'Afrique ressentent de manière plus ou moins consciente l'insécurité, le malaise des blancs incapables de résoudre leurs propres problèmes. Les Kirikoujous, au Kenya, dans les rangs desquels se recrutent les Mau-Maus, sentant cette faiblesse des blancs auraient sombré par pessimisme dans une barbarie dont ils avaient presque oublié le souvenir.

Cette thèse nous paraît un peu simpliste. Chacun sait que l'agitation qui règne au Kenya et dans d'autres régions d'Afrique Centrale, sans parler de l'Afrique du Nord, n'est pas un phénomène spontané et localisé. Trop d'influences extra-africaines sont en jeu, trop d'intérêts souvent opposés mais provisoirement réunis, se font jour pour qu'une telle hypothèse puisse être retenue. On sait par exemple que l'Abyssinie joue le rôle de plaque tournante de l'espionnage et de l'agitation soviétique en Afrique grâce à la mission diplomatique particulièrement nombreuse que Moscou y a installée. Jomo Kenyatta, chef et fondateur des Mau-Maus, séjourna longtemps en Russie où lui furent inculquées les méthodes de combat actuellement appliquées au Kenya. On pourrait également mettre en évidence l'action subversive et anti-européenne menée par les Nations-Unies, appuyée par les milieux « anti-colonialistes » d'outre-atlantique, en grande partie responsable de l'atmosphère de trouble tant au Kenya qu'en Ouganda et en Côte de l'Or.

De leur côté les minorités indiennes qui ne cessent de s'accroître avec l'appui officiel de Nehru poussent à la haine contre la présence européenne. Il ne fait aucun doute que Nehru, champion de l'indépendance des peuples coloniaux et si susceptible lorsqu'il s'agit des affaires intérieures indiennes, considère l'Afrique comme un territoire colonial capable d'absorber le surplus de sa population, ce qui implique l'expulsion progressive des éléments européens. La pénétration indienne est particulièrement sensible au Kenya et menace de faire rapidement tache d'huile.

L'optimisme des partisans d'un panafricanisme absolu groupés au sein de la « Capricorn Africa Society » n'en est pas pour autant troublé. Dans leur manifeste ils déclarent s'adresser à tous les habitants d'Afrique : qu'ils soient noirs, blancs, bruns ou métis, chrétiens de toutes confessions, musulmans et même païens ou fétichistes. Tous les africains doivent se rassembler sous ce mot d'ordre : « L'Afrique aux Africains de toutes races et de toutes couleurs. »

Plus vastes que les Etats-Unis.

Cet Etat d'Afrique centrale, symbolisé par un zèbre s'étendrait entre le Sahara du Nord et le Limpopo, fleuve servant de frontière au sud. Ainsi verrait le jour cette idée britannique contenue dans le manifeste de la « Capricorn Africa Society ».

Il faudrait toutefois tenir compte de l'existence d'empires et de territoires coloniaux d'autres puissances européennes : en fait l'Afrique équatoriale française, le Congo belge, les possessions portugaises d'Outre-mer, Angola et Mozambique, ainsi que les ex-colonies allemandes placées sous mandat sud-africain. C'est la raison pour laquelle dans un premier stade cet Etat se limiterait aux différentes possessions britanniques d'Afrique centrale et orientale.

D'une superficie d'environ huit millions de kilomètres carrés avec une population de vingt-quatre millions d'habitants, cet Etat africain réunirait la Rhodésie du nord et du sud, le Niassaland, le Tanganika, le Kenya et l'Ouganda. Ses ressources en matière premières, sans parler de la production de bois et d'huiles minérales, seraient supérieures

à celles des Etats-Unis. Un vaste plan de prospection et d'industrialisation, complété par la modernisation de l'agriculture grâce à la mise en place d'un large système d'irrigation permettrait un accroissement prodigieux de la production agricole en même temps que le démarrage d'une industrie importante. L'énergie électrique nécessaire serait fournie par les nombreux cours d'eau qui descendent des hauts plateaux d'Afrique centrale vers l'Atlantique et l'Océan Indien ; on évalue leurs ressources hydrauliques au double de celles des Etats-Unis et du Canada réunis.

Dans le cadre de ce plan, il deviendrait possible, sans enlever un arpent de terre aux paysans noirs, d'accueillir dans les vingt premières années au moins cinq millions d'émigrants européens, ce chiffre serait progressivement porté à vingt millions au cours d'une génération. En un siècle la population de cet état africain multiracial pourrait atteindre 180 millions d'hommes.

L'existence d'un tel Etat au cœur de l'Afrique aurait des conséquences incalculables : il deviendrait le pôle d'attraction de tous les éléments dynamiques d'Afrique, exerçant une influence telle sur les territoires voisins que leur structure interne serait ébranlée. Peu à peu le mouvement vers l'indépendance s'amplifierait et dans une première phase, afin de ne pas provoquer de bouleversements trop rapides, on pourrait créer une union douanière et financière avec le Congo belge et les possessions portugaises. A partir de cette union économique et financière on pourrait alors préparer la phase décisive du projet : la création de véritables Etats-Unis d'Afrique Centrale englobant l'Afrique du Sud elle-même.

C'est ici qu'apparaît nettement l'idée fondamentale de ce projet : créer un Etat de fait, en l'occurrence un Etat africain pseudo-indépendant et multi-racial afin, grâce à ce biais, de saper définitivement toute influence européenne en Afrique. Il ne s'agit rien de moins que de déposséder l'Europe et en premier lieu la France, jugée incapable, de ce qui subsiste de son empire colonial, avec la bénédiction et l'appui des grands trusts internationaux et des anti-colonialistes américains qui ne rêvent que l'Etats « libres » du type Guatémala, Philippines ou Libye.

Comment d'ailleurs créer une citoyenneté commune et une égalité absolue entre des populations si différentes ? C'est à cette tâche que se consacrent dès maintenant des comités de Citoyenneté installés en divers points d'Afrique centrale et orientale. Il leur faut préciser le mode d'attribution de cette qualité de citoyen. Tout homme civilisé sera citoyen de plein droit. Reste à définir cette notion « d'homme civilisé ». Les indigènes subiront des tests et ceux qui auront réussi leur examen obtiendront une sorte de brevet leur conférant l'égalité de droits et de devoirs.

Devant l'ampleur de la tâche, la « Capricorn Africa Society » tiendra son premier congrès dans une petite localité du Tanganika au début de 1955, afin de rédiger d'un projet de constitution portant création d'Etats-Unis d'Afrique Centrale.

Utopie ou Piège ?

Une question vient immédiatement à l'esprit : est-il possible, et dans l'affirmative, serait-il souhaitable, de fondre en une seule communauté des hommes si différents dont les mœurs, les civilisations sont séparées par de tels abîmes ? Comment, sans préparer une catastrophe, mélanger et mettre sur un pied de totale égalité des hommes de l'âge atomique avec des populations bien souvent encore à l'âge de pierre ? L'intérêt que certains éléments noirs et asiatiques portent à ce projet suffit-il à en prouver la valeur ? N'en révèle-t-il pas au contraire les dangers ? Ne risque-t-on pas d'introduire en Afrique un ferment dangereux qui tendra à liquéfier les structures actuelles, à éveiller dans des populations primitives des espoirs insensés, mais faciles à exploiter, pour en réalité ruiner l'influence européenne sur le continent africain.

David Stirling est peut-être un idéaliste, nourri des grands principes humanitaires chers aux démocraties ou tout simplement un habile agent du Colonial Office. Ce véritable africanisme constitue un paravent commode et amorce une vaste manœuvre tout à fait dans le style de la nouvelle politique coloniale anglaise.

Ce projet, en dépit de certains aspects séduisants, doit

être considéré comme une tentative ingénieuse pour maintenir sous une autre forme l'empire colonial britannique en Afrique. En paraissant devancer les événements et l'évolution même des populations africaines, l'Angleterre, fidèle en cela à sa politique traditionnelle, cherche à faire d'une pierre deux coups : consolider sa position africaine et créer des difficultés internes telles dans les autres territoires que les nations européennes seront éliminées à plus ou moins brève échéance. Certains Anglais seraient ainsi comblés en voyant en partie se réaliser sous leurs yeux le rêve audacieux de Cecil Rhodes d'un grand empire britannique d'Afrique.

Ayant dû céder du terrain en Egypte, les Anglais cherchent des positions de repli pour protéger le nouvel axe de l'empire, c'est-à-dire l'Afrique centrale. Ils feront tout pour parvenir à ce but en cherchant à provoquer ou à utiliser certaines tendances à leur profit, y compris la création d'Etats indépendants du type Libye. Ils recevront l'appui, du moins pendant un certain temps, des milieux d'affaires américains et des Nations-Unies. Quant aux communistes ils suivront de près les événements à l'affût de toutes les crises pouvant surgir entre les puissances occidentales, afin d'affaiblir et si possible de pourrir par l'intérieur les arrières stratégiques de l'Europe.

Nous l'avons écrit à maintes reprises, la solution des problèmes africains ne peut venir que de l'Europe, seule cette dernière dotée d'un régime véritablement social sera en mesure d'apporter les réformes justes et nécessaires tout en rétablissant et en maintenant son prestige. Les nations européennes qui ont ouvert le continent africain à la civilisation et au progrès pourront alors reprendre le rôle qui leur revient de droit : celui de guide et de protecteur des peuples d'Afrique.

La création d'un ensemble eurafricain est l'un des facteurs principaux de notre survie en tant que civilisation libre, ne serait-ce que grâce à sa position stratégique sur l'échiquier mondial. Le projet de David Stirling ne répond pas à cet idéal.

Maurice SORVAL.

LETTRE A MAURICE BARDÈCHE

par Louis GUITARD

Paris, le 20 *décembre* 1954.

MON CHER BARDÈCHE,

Avec toute l'amitié que j'ai pour vous, je vous répète par écrit ce que je vous disais à Orléans, il y a six semaines : je n'approuve pas, je ne comprends pas la politique que vous suivez et que suivent un certain nombre de nos amis à l'égard du gouvernement Mendès-France.

Je ne vous suis pas suspect. Je suis « né à droite », dans un coin de Bretagne que représentait au Palais-Bourbon le marquis de La Ferronnays. J'ai, certes, toujours boudé les partis, les ligues, les cadres étroits où nos compatriotes aiment à s'emprisonner. L'indépendace m'a permis d'apprécier la perspicacité de Joseph Caillaux, la personnalité foisonnante d'Anatole de Monzie, l'élégance de la plume et de la pensée chez Léon Blum. Mais c'est aux côtés de Philippe Henriot que je donnais, en 1937, mes premières conférences. C'est sous l'égide d'André Tardieu que j'ai publié mes premiers articles.

Pendant la guerre, aussi éloigné de la « collaboration » que de la « résistance », j'ai suivi, comme vous, le maréchal Pétain. Au delà de la triste politique journalière, le chef de l'Etat français préparait une réforme des institutions et des mœurs. Nous l'avons suivi ensemble jusqu'au bout, regrettant la fin de ses rêves de restauration, qui furent aussi les nôtres.

J'étais de ces jeunes que l'avortement de la Révolution nationale et l'avènement d'une IVe République, qui reprenait en les aggravant tous les défauts de la IIIe, ont jetés dans la tristesse et le dégoût. Aucun dirigeant français n'a encore osé

parler de leur drame. Ils avaient généreusement répondu à l'appel d'un vieillard couvert de gloire et d'honneurs, qui les conviait à veiller sur la patrie blessée, à guérir la patrie malade. Ils voulaient que la France montrât au monde, après l'épreuve, un visage digne d'elle. Ceux qui n'ont pas été condamnés à des peines « afflictives et infamantes » n'en ont pas moins été victimes de l'injuste propagande, qui représentait la Révolution nationale comme une entreprise de trahison. Quelques-uns ont eu des mots impies : « Nous ne voulons plus nous sacrifier pour un pays ingrat. » D'autres, qui croyaient trop en leur pays pour désespérer de lui, se sont éloignés des jeux d'une politique, qu'ils jugeaient calamiteuse.

Au moment où ces découragés pourraient se ressaisir, nos journaux leur insufflent la haine, l'hostilité, au mieux le doute. Je me demande, mon cher Bardèche, si, malgré votre irréductible opposition au système, vous ne vous êtes pas laissé un peu apprivoiser. A moins que des idées préconçues ne vous obligent à imiter ceux qui, depuis 1944, se sont assez facilement, comme on dit, « réintégrés à la nation. » Ils ont applaudi aux élections législatives de 1951, à l'entrée au Parlement de quelques amis, à l'arrivée aux affaires de M. Pinay. A quoi tout cela a-t-il abouti ?... Ce n'est ni la bonne volonté, ni même la compétence qui manquaient à M. Pinay. C'était la liberté des mouvements. Si, dans les circonstances actuelles, M. Pinay succédait à M. Mendès-France, il serait, vous le savez bien, encore plus impuissant que lors de sa première expérience. Le guignol parlementaire reprendrait ses droits — et une grande espérance serait passée.

***

Votre hostilité au gouvernement du 19 juin est contraire à nos idées et à nos traditions.

Nous nous sommes toujours présentés comme les défenseurs de l'autorité, de la stabilité, de l'efficacité du pouvoir. Pourtant, vous n'étiez pas féroce pour l'immobile M. Laniel ; nos amis parlementaires votaient pour lui, prolongeaient son interminable agonie. Et quand, pour la première fois depuis dix ans, apparaît à notre tête un homme qui, tout à la fois, sait gouverner, gouverne et pourrait, avec le soutien de l'opinion et d'une large fraction de l'assemblée nationale, gouverner longtemps, vous vous déclarez contre lui. Seul cet homme peut actuellement réaliser de vraies réformes : réforme de l'Etat, avec renforcement de l'exécutif — réforme de l'économie dans un sens social, c'est-à-dire humain — réforme de l'esprit public. Au lieu de l'aider à appliquer nos idées, vous ne vivez tous que dans l'espérance et la préparation de sa chute.

Contre ces principes d'autorité, de stabilité, d'efficacité gouvernementales, que la III[e] République mourante chargeait le maréchal Pétain d'affirmer dans une constitution nouvelle, vous voilà devenus les alliés de vos pires ennemis. Vous êtes les alliés de M. Paul Reynaud, sur lequel vous n'avez cessé de cracher votre mépris et que vous êtes contraints d'applaudir maintenant qu'il conduit la bataille ; les alliés de M. Bidault, qui n'a cessé de vous affliger par ses actes et par ses paroles ; les alliés de M. Teitgen et de M. de Menthon, les épurateurs chargés de tant de crimes et d'injustices ; plus généralement, les alliés de ce M.R.P. qui, au lendemain de la libération, se repaissait de nos dépouilles.

Vous êtes devenus, surtout, les alliés du régime que vous abhorrez et qui est l'ennemi le plus mortel de M. Mendès-France. Vous êtes à peu près sûrs de gagner. Car le régime, s'il n'est rapidement amendé, sera, tôt ou tard, plus fort que le président du Conseil. L'instabilité ministérielle est une de ses raisons d'être. Les partis qui vivent de lui, ne supportent, en période calme, ni l'indépendance, ni la supériorité.

Mais pourquoi cette hostilité, tantôt sourde, tantôt fracassante ? Quelle politique de remplacement proposez-vous ? Aucune. J'ai assisté au débat du Palais-Bourbon sur l'Afrique du Nord : j'ai vu Jacques Isorni applaudir le Président du Conseil avant de voter contre lui, l'opposition de M. Grousseaud rejoindre dans la mauvaise foi celle de Mme Sportisse. Aussi surprenant que cela puisse être, on ne reproche pas tant à M. Mendès-France ses actes que des arrière-pensées supposées. « Le caractère des Français demande du sérieux dans le souverain. » Depuis La Bruyère, les qualités profondes de notre race n'ont pas changé. Le pays, qui vous regarde sans comprendre vos raisons, vous juge de plus en plus mal. C'est là que votre attitude apparaît contraire à nos intérêts.

Car au contraire de M. Grousseaud, M. Mendès-France est sérieux. Il est clairvoyant, actif, méthodique. Il sait allier audace et sagesse. Il met son intelligence et son sens de l'autorité au service d'idées claires et constructives. Il aborde gaillardement les difficultés. Dieu sait que son héritage était lourd à porter. Pourtant, il réussit. Il a réussi à Genève. Il s'est franchement attaqué aux problèmes de l'Union française et de l'organisation européenne, que ses prédécesseurs se gardaient d'aborder et qui pourrissaient à vue d'œil. L'échec de la

C.E.D. était inscrit sur la carte parlementaire : il a aussitôt proposé une solution de remplacement, que nos meilleurs chefs militaires approuvent. Il a réussi à Londres. Il a réussi à Paris. Il a réussi à Washington. Sa sympathie pour les Anglo-saxons n'est exclusive ni de fermeté, ni de dignité. Il a résolu en quelques heures cette énigme sarroise sur laquelle M. Bidault séchait depuis des années. Il a amélioré nos rapports avec l'Espagne, ce à quoi, bien entendu, ne songeaient ni M. Laniel, ni M. Pinay, ni M. Bidault, l'homme de la fermeture de la frontière pyrénéenne. Il a fait voter en deux jours une réforme constitutionnelle, terriblement insuffisante, mais que M. Laniel, M. Mayer, M. Pinay avaient laissée en suspens. Il parle à la jeunesse un langage assez exaltant. Le pays l'approuve. Il l'acclame dans ses déplacements.

Pourtant, vous vous obstinez.

Pour vous débarrasser de lui, vous usez de tous les moyens, depuis la tactique parlementaire jusqu'à la calomnie. Les premiers mois du gouvernement peuvent se résumer ainsi : le président du Conseil s'efforçait de détacher de lui les communistes, qui s'accrochaient à ses basques, sous l'œil ironique des gens de droite, qui se défendaient de voter pour lui dans l'espoir de le compromettre. Vous aviez annoncé que M. Mendès-France reconstituerait le Front populaire : vous auriez voulu vous donner raison. Pour ramener le général de Gaulle au pouvoir, sans doute ?

Je connais, mon cher Bardèche, votre loyauté. Comment avez-vous pu, sans protester, laisser écrire par Jean Pleyber : « M. Mendès, président du Conseil, et M. Hugues, ministre de la Justice, tous deux du parti radical, ont fait incarcécer le 1er juillet notre ami Maurice Bardèche... » ? Une telle affirmation est plus que fausse : elle est injuste. Comme le sont toutes les perfidies clamées ou chuchotées : « Mendès-Moscou », allié des communistes ; « Mendès, duc de Dien-Bien-Phu, prince de l'Aurès » ; « Mendès, hostile à la réconciliation franco-allemande » ; « Mendès, radical de gauche et anticlérical » ; « Mendès, résistantialiste »... La chute de Mendès serait, en réalité, une victoire communiste ; l'Indochine a été perdue par d'autres que par Mendès qui a seulement payé la note des autres ; le chancelier Adenauer, d'abord prévenu contre Mendès par les soins de M. Bidault, a lui-même rendu hommage à son action et à sa sincérité ; Mendès est un non-conformiste : il n'est ni de droite, ni de gauche et il devrait vous séduire, vous, Bardèche, qui n'aimez pas cette classification désuète ; Mendès, qui, lui, s'est battu quand il était en dissidence, a eu sur les

gaullistes de Londres un mot que vous ne pouvez qu'apprécier : « Ce ne sont pas de mauvais hommes, mais ils se démènent tellement qu'ils oublient la France. »

Sans doute Mendès est-il israëlite. Il faut dire franchement que, pour beaucoup de nos compatriotes, ses origines pèsent très lourd contre lui. Mais relisez, je vous prie, la sténographie du procès Xavier Vallat. Vous découvrirez que la législation « de défense », élaborée à Vichy par l'ancien commissaire aux questions juives, prévoyait des dérogations en faveur des « assimilés », c'est-à-dire des anciens combattants et des israëlites depuis longtemps établis en France... Et nous ne voyons, chez ce Juif, que marques de respect pour les croyances chrétiennes et catholiques de la majorité des Français.

En vérité, je ne comprends pas ces sourdes machinations, ces levées de boucliers, ces explosions violentes, ce prurit d'opposition destructrice, qui risquent de nuire gravement à ce qu'il est convenu d'appeler « la droite classique ». Par sa composition, le cabinet Mendès-France était le plus « à droite » de la législature. Vous avez repoussé toutes ses avances. Les socialistes, mieux inspirés, l'ont soutenu. Les gaullistes aussi. Les socialistes, sans accepter encore la participation, prennent donc influence sur lui. Les gaullistes sont appelés à y renforcer leur position. Des parlementaires M.R.P., conscients de l'erreur que commettent leurs chefs en se cantonnant dans une opposition hargneuse, esquissent un rapprochement. Des modérés, en fin de compte, peuvent être remerciés. Et cela — dussiez-vous en gémir — n'empêchera pas les Français, même électeurs de Jacques Isorni, même électeurs de M. Estèbe, de crier bonne chance à M. Mendès-France.

Si celui-ci poursuit la série de ses succès, et même s'il est renversé, les élections de 1956 peuvent se faire sur son nom. Y pensez-vous ?

***

Radical d'origine et de nom, M. Mendès-France est plus indépendant que bien des indépendants. Les partis ne l'intéressent pas. Il fait appel, individuellement, à tous ceux que tente une politique de rénovation nationale. « Il faut prendre les mains qui se tendent quand elles se tendent, dit-il, et faire ses comptes tous les soirs. » Dans son premier discours d'investiture, il s'était symboliquement réclamé de trois noms : Blum, de Gaulle, Poincaré. Comment ne sentez-vous pas que lui seul peut, avec l'appui des socialistes, l'appui de certains gaullistes

et notre appui, réaliser cette réconciliation nationale, en vue de l'action, qu'il désire autant que nous ?

Telle est la question, mon cher Bardèche, que je soumets à votre réflexion.

Et c'est à vous que je la pose parce que, bien mieux que d'autres, vous pouvez la comprendre.

Louis GUITARD.

Réponse à Louis GUITARD

Mon cher Louis Guitard,

Je suis bien embarrassé pour répondre à votre lettre, car j'ai l'impression qu'elle ne s'adresse pas à moi. Vous interpellez la « droite » : je ne suis pas un homme de droite. Vous découvrez avec émotion que Mendès-France est peut-être un homme de la droite et vous en bénissez le ciel ; cela m'est égal et je ne crois pas que le salut vienne d'un homme de la droite, ni d'un homme de la gauche, mais d'un homme « d'ailleurs ». Vous m'expliquez que le fascisme est, en somme, une politique réactionnaire faite par un homme dynamique peu agréable au Parlement : c'est peut-être ce que les communistes appellent du fascisme, mais ce n'est pas ce que j'appelle le fascisme. Alors, il est bien difficile que je vous réponde puisque tout cela ne me regarde pas. Je vais essayer de vous répondre cependant, mon cher Guitard, *sur le fond*, comme vous dites au Palais, c'est-à-dire sur Mendès-France sur lequel j'ai une opinion, et non sur la stratégie de la droite qui ne m'intéresse pas particulièrement.

Voyez-vous, mon cher Guitard, j'ai d'abord une conception du chef de gouvernement, même du chef de gouvernement parlementaire, radicalement opposée à celle de votre ami Mendès-France. Pour moi, un chef de gouvernement est un homme qui vient devant le Parlement avec un contrat. Il explique ce qu'il veut faire. Il l'explique sans s'amuser à faire plaisir à personne, c'est là sa probité. Là-dessus, le Parlement achète ou n'achète pas. Mais s'il achète, c'est clair, et n'importe

quel député doit être capable d'expliquer le lendemain quelles mesures prendra dans six mois le président du conseil en tel domaine particulier.

Et notez sur ce point, je vous prie, qu'il n'y a pas de différence, du moins à mon point de vue, entre cette conception du chef de gouvernement parlementaire et ma conception du chef de gouvernement « fasciste », sinon que le chef de gouvernement « fasciste » propose ce contrat au pays et non au Parlement.

Or, le gouvernement de votre ami Mendès-France est tout le contraire. C'est exactement une pochette-surprise. Il fait n'importe quelle politique avec n'importe quelle majorité. On ne sait jamais quel pétard nous partira sous les pieds. Rien n'est sûr, sauf une permanence, celle de Boris, de Nora, de *l'Express*, c'est-à-dire des gens qui nous inspirent le plus de méfiance, qui nous donnent le plus l'impression du charlatanisme, des arrière-pensées et de l'acrobatie publicitaire. Cette manière de mener la politique française comme un *Uniprix*, avez-vous pu croire, Guitard, que ce soit jamais cela que nous ayons voulu ? Et est-ce vraiment là votre conception d'un gouvernement fort ? Je vois de l'agitation dans tout cela, de l'illusion, du trompe-l'œil, une activité fébrile d'inventaire, mais pas le sérieux, la réflexion, la continuité que je veux trouver chez un homme pour l'appeler un homme d'Etat.

La politique ne consiste pas à se remuer, Guitard, à jongler avec le téléphone, à engloutir les dossiers et les clore tant bien que mal, elle consiste à avoir des idées justes et utiles à une époque donnée, c'est beaucoup plus difficile. Une efficience spectaculaire peut en imposer. C'est le plus mauvais côté du fascisme et le plus vain : Mussolini changeant de costume sept fois par jour ne m'en impose pas plus que le Kaiser dans ce genre d'exercice, je l'admire pour autre chose. Souwarof dormait au conseil. Cela ne l'a pas empêché de battre Napoléon. C'est qu'il avait une idée juste des conditions de la guerre de Russie. Je n'aime pas qu'un homme d'Etat me donne l'impression de se démener. Je le juge par ses solutions.

Et, ici, permettez-moi de ne pas me déclarer enchanté de celles de votre ami Mendès-France. Ne parlons pas de l'Indochine dont tous ces messieurs sont également responsables. Mais l'Afrique du Nord, Guitard ? Mais la communauté européenne, si légèrement sacrifiée ? Est-ce que vous pensez que tout cela sera sans lendemain ? Voyez-vous, Guitard, je suis, sans doute, beaucoup moins sévère pour Mendès-France person-

nellement, beaucoup moins passionné que la plupart de ses adversaires, parce que, vous le savez, je pense que c'est le régime lui-même et ses principes faux, et non tel ou tel président du Conseil, en particulier, qui est responsable de nos désastres. Mais je lui reproche, je lui reproche essentiellement, comme à tous ses prédécesseurs, de refuser de s'attaquer aux racines mêmes du mal. Je lui reproche de jouer à l'homme neuf, et de ne pas agir en homme neuf. C'est le communisme et la trahison communiste qui sont à l'origine de nos désastres d'Indochine. Qu'a-t-il fait contre le communisme et contre la trahison ? C'est l'esprit de Brazzaville, c'est une conception idéologique irréaliste de nos rapports avec les peuples de couleur qui est à l'origine du drame d'Afrique du Nord. Qu'a-t-il fait contre l'esprit de Brazzaville ? N'est-ce pas même, au contraire, dans la pharmacopée de Brazzaville qu'il va chercher des remèdes ? C'est la démagogie, l'affairisme, le rôle des partis, le pourrissement du régime parlementaire qui sont à l'origine de notre décadence. Qu'a-t-il fait contre tout cela ? N'est-il pas, au contraire, et bien plus profondément que vous ne pensez, un homme de ce régime, non seulement peu disposé à le combattre, mais presque fait pour l'incarner ? Ce qu'il représente, aux yeux de certains du moins, n'est-ce pas une sorte de Roosevelt à notre taille, familier comme lui, charmeur comme lui, installé dans une sorte de dictature consentie, dans une « république musclée » où son efficience exorciserait, comme par enchantement, tous les fantômes ? Est-ce que le premier de ces illusionnistes ne vous a pas suffi ? Pourquoi voulez-vous que je m'intéresse au second ?

Les solutions de Mendès-France sont improvisées dans une matière où il est très dangereux d'improviser. Nous paierons la paix de Genève de la perte de toute l'Indochine. Nous risquons de payer le voyage de Tunis de la perte de la Tunisie, du Maroc et peut-être de l'Afrique du Nord. Et nous pourrions bien payer aussi les accords de Londres d'un Munich européen dont l'Allemagne sera le prix. Mendès-France a trouvé des solutions, mais il n'est aucune de ces solutions qui ne me fasse trembler. J'ai peur que chacune d'entre elles ne nous coûte très cher dans trois ans. Dans le sombre chemin qui mène notre pays à sa démission, je crains que la médication brillante de Mendès-France ne marque surtout une accélération du mal. C'est une piètre consolation de m'entendre expliquer, comme vous le dites, mon cher Guitard, que cette médecine est « de droite ».

Permettez-moi d'ajouter encore une chose. Il y avait un projet auquel beaucoup d'hommes en France tenaient tout

particulièrement, pour des raisons d'ailleurs très diverses, c'était celui de la Communauté Européenne. Pour moi, pour beaucoup d'entre eux, cette réalisation ouvrait de vastes espoirs, elle nous permettait d'entrevoir des solutions nouvelles, des remèdes trouvés à une échelle nouvelle, enfin un air frais dans cette chambre de malade où la France agonise. Mendès-France a substitué à cet espoir une « solution de remplacement » au bout de laquelle il y a vingt ans d'impuissance politique et économique pareille à celle d'aujourd'hui, et peut-être, bien avant cette échéance, le choix entre la guerre et la paix de capitulation. Vous me dites qu'il n'y avait de majorité que pour ce compromis. Est-ce qu'on a le droit d'engager l'avenir d'une nation sur une majorité d'un jour ? Est-ce qu'un homme d'Etat n'a pas le devoir d'avoir un avis sur une question aussi grave et d'y engager son sort ? Est-ce que le pays n'avait pas le droit d'être consulté, puisque le Parlement était si hésitant ?

Vous me trouverez sévère, mon cher Guitard, peut-être même injuste parce que je vous oppose l'absurde jugement de l'absolu. Que voulez-vous ? Je ne suis pas un parlementaire. Je ne me demande pas ce qu'on peut faire avec une majorité donnée ou des majorités données. Je suis insensible au *brio* de ce joueur de tennis qui frappe tantôt sur la droite et tantôt sur le revers. Je ne juge pas le *faire*, je juge six mois de pouvoir et je les trouve lourds : lourds de menaces et d'échéances. Si votre ami Mendès-France nous expliquait que le pouvoir est lourd, en effet, qu'il n'est qu'un pauvre homme comme nous, et qu'à sa place nous ne ferions sans doute pas merveilles, je comprendrais mieux son langage. Mais ce culte dont on l'entoure l'a desservi. Ces petits cris de cocottes qui jaillissent, chaque fois qu'il fait un geste, des coins les plus suspects de la salle, cette allure de sauveur qu'on lui donne, cela lui a nui. Ne croyez pas que je lui préfère Laniel ou Teitgen ou Bidault. Ces jeux ne m'amusent pas. J'ai soif d'honnêteté, pour ce pays.

Voilà où est la difficulté, mon cher Guitard, je n'ai pas confiance en ces hommes qui sont là, en aucun de ces hommes. Vous me demandez de faire une exception pour Mendès-France. Je ne puis faire une exception que pour des qualités de caractère et de méthode qui ne sont pas les siennes. Je ne suis pas cet homme de droite auquel vous demandez de ne pas avoir de préjugés. Je suis un adversaire du régime auquel vous demandez de rendre justice à un homme du régime. Je vous réponds : il a des qualités utiles à l'intérieur de ce régime et ce sont précisément celles qui ne m'intéressent pas. Pourquoi voulez-vous que je l'admire d'avoir osé s'attaquer au poison de l'al-

cool ? La question n'est pas là. Le poison qui nous tue, cent fois mieux que l'alcool, qu'a-t-il entrepris contre lui ?

Vous me demandez d'être prêt à réaliser un jour, avec lui, « cette réconciliation nationale, en vue de l'action, qu'il désire autant que nous ». La clef de la réconciliation nationale n'est pas dans ses mains ni dans les miennes. C'est le temps seul et des mesures véritables d'apaisement et de reclassement qui l'apporteront. Mais cette formule même, qui n'en appelle qu'à une disposition des cœurs, est déjà dépassée. La seule politique qui puisse nous donner un avenir est celle d'une *rénovation nationale*.

Cette politique-là, nous devons en effet, la faire avec d'autres. Mendès-France n'en est pas exclu plus que d'autres, mais il est sans doute souhaitable que l'expérience du pouvoir lui apprenne qu'il y aura quelque chose à changer à son entourage, à sa presse et à ses méthodes. Car, pour cette politique, qu'il faudra bien faire un jour, il faudra prendre, comme il le dit, toutes les mains qui se tendront. Mais il faudra tout de même regarder ce qu'il y a dans ces mains.

Là-dessus, mon cher Guitard, je vous donne raison sur un point : Mendès-France n'est pour rien dans mon incarcération du mois de juillet. Mais beaucoup de gens l'ont cru, et, de l'endroit frais où je me trouvais, il ne m'était pas facile de démentir. Et puis, est-ce que cela en valait vraiment la peine ? Je suppose qu'un président du Conseil a d'autres choses à lire dans son courrier que ces détails. Mais, après tout, si cette satisfaction peut lui faire plaisir, il est juste que je la lui donne bien volontiers.

Ce sera peut-être la seule chose qui vous consolera dans ma réponse. Je regrette, je ne peux pas me changer pour vous faire plaisir. Malgré toute mon affection et mon estime pour vous, que vous connaissez et que j'ai plaisir à vous redire pour terminer.

Maurice BARDÈCHE.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558 Dépôt Légal : 1er trimestre 1955

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ....

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* a partir du n° ....

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Les Presses Bretonnes, St-Brieuc.